

## COUR D'ARBITRAGE

F. 98 — 2951

[C - 98/21417]

## Arrêt n° 102/98 du 21 octobre 1998

*Numéros du rôle : 1135 et 1263*

*En cause* : les recours en annulation partielle des articles 102 et 103 de l'ordonnance de la Région de Bruxelles-Capitale du 5 juin 1997 relative aux permis d'environnement, introduits par M. Berg et S. Barreca.

La Cour d'arbitrage,

composée du juge L. François, faisant fonction de président, du président L. De Grève, et des juges H. Boel, G. De Baets, E. Cerexhe, A. Arts et R. Henneuse, assistée du greffier L. Potoms, présidée par le juge L. François, après en avoir délibéré, rend l'arrêt suivant :

*I. Objet des recours*

a. Par requête adressée à la Cour par lettre recommandée à la poste le 25 juillet 1997 et parvenue au greffe le 28 juillet 1997, M. Berg, demeurant à 1040 Bruxelles, Impasse du Pré 2, et S. Barreca, demeurant à 1000 Bruxelles, rue d'Arlon 47, ont introduit un recours en annulation des articles 102, alinéa 2, et 103 de l'ordonnance de la Région de Bruxelles-Capitale du 5 juin 1997 relative aux permis d'environnement (publiée au *Moniteur belge* du 26 juin 1997).

La demande de suspension des mêmes dispositions, introduite par les mêmes parties requérantes, a été rejetée par l'arrêt n° 63/97 du 28 octobre 1997, publié au *Moniteur belge* du 19 décembre 1997.

Cette affaire est inscrite sous le numéro 1135 du rôle de la Cour.

b. Par requête adressée à la Cour par lettre recommandée à la poste le 23 décembre 1997 et parvenue au greffe le 24 décembre 1997, M. Berg, demeurant à 1040 Bruxelles, Impasse du Pré 2, et S. Barreca, demeurant à 1000 Bruxelles, rue d'Arlon 47, ont introduit un recours en annulation des articles 102, alinéa 2 et 4, et 103 de l'ordonnance de la Région de Bruxelles-Capitale du 5 juin 1997 relative aux permis d'environnement (publiée au *Moniteur belge* du 26 juin 1997).

Cette affaire est inscrite sous le numéro 1263 du rôle de la Cour.

*II. La procédure*

*a) Dans l'affaire portant le numéro 1135 du rôle*

Par ordonnance du 28 juillet 1997, le président en exercice a désigné les juges du siège conformément aux articles 58 et 59 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage.

Les juges-rapporteurs ont estimé n'y avoir lieu de faire application des articles 71 ou 72 de la loi organique.

Le recours a été notifié conformément à l'article 76 de la loi organique, par lettres recommandées à la poste le 18 septembre 1997.

L'avis prescrit par l'article 74 de la loi organique a été publié au *Moniteur belge* du 19 septembre 1997.

Des mémoires ont été introduits par :

— le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, rue Ducale 7-9, 1000 Bruxelles, par lettre recommandée à la poste le 29 octobre 1997;

— le Gouvernement wallon, rue Mazy 25-27, 5100 Namur, par lettre recommandée à la poste le 3 novembre 1997.

Ces mémoires ont été notifiés conformément à l'article 89 de la loi organique, par lettres recommandées à la poste le 19 novembre 1997.

Par ordonnance du 18 décembre 1997, la Cour a prorogé jusqu'au 25 juillet 1998 le délai dans lequel l'arrêt doit être rendu.

Des mémoires en réponse ont été introduits par :

— le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, par lettre recommandée à la poste le 18 décembre 1997;

— les parties requérantes, par lettre recommandée à la poste le 19 décembre 1997;

— le Gouvernement wallon, par lettre recommandée à la poste le 22 décembre 1997.

*b) Dans l'affaire portant le numéro 1263 du rôle*

Par ordonnance du 24 décembre 1997, le président en exercice a désigné les juges du siège conformément aux articles 58 et 59 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage.

Les juges-rapporteurs ont estimé n'y avoir lieu de faire application des articles 71 ou 72 de la loi organique.

Par ordonnance du 13 janvier 1998, le président a abrégé le délai pour introduire un mémoire à trente jours.

Le recours a été notifié conformément à l'article 76 de la loi organique, par lettres recommandées à la poste le 30 janvier 1998; l'ordonnance abrégant le délai pour l'introduction d'un mémoire a été notifiée par les mêmes lettres.

L'avis prescrit par l'article 74 de la loi organique a été publié au *Moniteur belge* du 12 février 1998.

Des mémoires ont été introduits par :

— le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, par lettre recommandée à la poste le 27 février 1998;

— le Gouvernement wallon, par lettre recommandée à la poste le 2 mars 1998.

Ces mémoires ont été notifiés conformément à l'article 89 de la loi organique, par lettres recommandées à la poste le 5 mars 1998.

Des mémoires en réponse ont été introduits par :

— le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, par lettre recommandée à la poste le 27 mars 1998;

— les parties requérantes, par lettre recommandée à la poste le 3 avril 1998;

— le Gouvernement wallon, par lettre recommandée à la poste le 6 avril 1998.

Par ordonnance du 27 mai 1998, la Cour a prorogé jusqu'au 23 décembre 1998 le délai dans lequel l'arrêt doit être rendu.

*c) Dans les deux affaires*

Par ordonnance du 13 janvier 1998, la Cour a joint les affaires.

Par ordonnance du 30 juin 1998, la Cour a prorogé jusqu'au 25 janvier 1999 le délai dans lequel l'arrêt doit être rendu.

Par ordonnance du 8 juillet 1998, la Cour a déclaré les affaires en état et fixé l'audience au 16 septembre 1998.

Cette ordonnance a été notifiée aux parties ainsi qu'à leurs avocats par lettres recommandées à la poste le 10 juillet 1998.

A l'audience publique du 16 septembre 1998 :

— ont comparu :

. Me P. Levert, avocat au barreau de Bruxelles, pour les parties requérantes;

. Me M. Kestemont-Soumeryn, avocat au barreau de Bruxelles, pour le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale;

. Me V. Lapp *loco* Me V. Thiry, avocats au barreau de Liège, pour le Gouvernement wallon;

— les juges-rapporteurs E. Cereche et H. Boel ont fait rapport;

— les avocats précités ont été entendus;

— les affaires ont été mises en délibéré.

La procédure s'est déroulée conformément aux articles 62 et suivants de la loi organique, relatifs à l'emploi des langues devant la Cour.

### III. *Objet des dispositions attaquées*

L'article 102, alinéa 2, de l'ordonnance de la Région de Bruxelles-Capitale du 5 juin 1997 s'énonce comme suit :

« L'annexe à l'ordonnance du 30 juillet 1992 relative au permis d'environnement telle qu'insérée par l'article 37 de l'ordonnance du 23 novembre 1993 est modifiée comme suit :

1° dans la rubrique n° 69, avant les mots ' Garages, emplacements couverts où sont garés des véhicules à moteur ' sont ajoutés les mots ' Sauf s'ils desservent exclusivement des logements ou des bureaux ';

2° dans la rubrique n° 149, avant les mots ' Parcs de stationnement à l'air libre pour véhicules à moteur en dehors de la voie publique ' sont ajoutés les mots ' Sauf s'ils desservent des logements ou des bureaux ' ».

Corrélativement, l'annexe A de l'ordonnance du 5 juin 1997 modifiant l'ordonnance du 29 août 1991 organique de la planification et de l'urbanisme, annexe qui énumère les projets dont la demande de permis d'urbanisme est soumise à étude d'incidences, comporte la rubrique :

« h) parcs de stationnement à l'air libre pour véhicules à moteur en dehors de la voie publique comptant plus de 200 emplacements pour véhicules automobiles s'ils desservent exclusivement des logements ou des bureaux;

i) garages, emplacements couverts où sont garés des véhicules à moteur (parcs de stationnement couverts, salles d'exposition, etc.) comptant plus de 200 véhicules automobiles ou remorques, s'ils desservent exclusivement des logements ou des bureaux. »

L'article 102, alinéa 4, dispose :

« La présente disposition ne s'applique pas aux demandes de certificat ou de permis d'environnement introduites avant l'entrée en vigueur de la présente ordonnance. »

Quant à l'article 103 de l'ordonnance du 5 juin 1997 relative aux permis d'environnement, cette disposition précise que :

« Les certificats, permis et agréments accordés avant l'entrée en vigueur de la présente ordonnance restent valables pour le terme fixé, sans préjudice de l'application des dispositions des articles 63 à 65, 76 et 77.

Les procédures d'instruction des demandes et de délivrance des certificats, permis et agréments ainsi que le traitement des recours administratifs organisés, se font conformément aux règles en vigueur au moment de l'introduction de la demande ou du recours, lorsque ceux-ci ont été introduits avant l'entrée en vigueur de la présente ordonnance. »

### IV. *En droit*

— A —

#### *Les requêtes*

A.1.1. Les parties requérantes sont locataires riveraines d'un bien soumis à la réglementation attaquée, dont l'objet est, précisément, « [d']assurer la protection contre les dangers, nuisances ou inconvénients que, par son exploitation, une installation est susceptible de causer directement ou indirectement à l'environnement, à la santé ou la sécurité tant de la population à l'extérieur de l'enceinte de l'installation que de toute personne se trouvant à l'intérieur de l'enceinte de l'installation sans pouvoir y être protégé en qualité de travailleur ». Elles ressortissent donc au champ de protection des personnes concernées par l'ordonnance.

A.1.2. L'intérêt des parties requérantes est, par ailleurs, incontestable en tant que celles-ci sont concernées par un litige portant sur des installations classées comme parkings et parcs de stationnement, litige à l'égard duquel la disposition attaquée est susceptible d'avoir une incidence déterminante.

En l'espèce, les parties requérantes ont introduit un recours administratif à l'encontre du permis d'environnement modificatif délivré le 23 mars 1997 à la s.a. Forum Léopold, déjà titulaire d'un permis d'urbanisme pour l'ensemble des constructions immobilières du Parlement européen et, en particulier, d'un permis d'environnement pour un parking de 900 places. Compte tenu de la nouvelle législation attaquée, le permis modificatif leur permet d'exploiter immédiatement 2.300 emplacements de parking.

A.2. Deux moyens, quasi identiques dans les deux requêtes, sont pris, tirés respectivement de la violation des articles 10 et 11 de la Constitution considérés isolément ou conjointement avec l'article 23 de la Constitution et les articles 2 à 9 de la Directive du Conseil 85/337/CEE du 25 juin 1985, et de la violation des articles 10, 11 et 23 de la Constitution, dans la première requête, et de la violation des articles 10 et 11, dans la seconde requête.

A.3.1. Le premier moyen est divisé en deux branches.

A.3.2. La première branche est inférée de ce que les dispositions attaquées créent une discrimination injustifiée parmi les tiers riverains d'un bien destiné à l'exploitation de parkings desservant exclusivement des logements et des bureaux et en particulier entre les riverains d'un bien pour lequel un permis d'urbanisme a été délivré avant ou après le 6 juillet 1997. La disposition attaquée, d'une part, supprime aux premiers les garanties procédurales liées à la délivrance d'une autorisation administrative préalable en les confrontant à une exploitation ne requérant plus aucune autorisation administrative et, d'autre part, exclut la réalisation d'une évaluation des incidences sur l'environnement, portant ainsi atteinte à l'égard des premiers, de manière caractérisée, à la protection que leur accordent l'article 23 de la Constitution et les articles 2 à 9 de la Directive 85/337/CEE.

En particulier, s'il s'agit du projet de parking à réaliser, les premiers sont confrontés à la délivrance exclusive d'un permis d'urbanisme accompagné d'une étude d'incidences alors que les seconds voient le projet soumis à la délivrance d'un permis d'urbanisme, d'un permis d'environnement et d'une étude d'incidences sur le tout en tant que projet mixte, privant ainsi les premiers d'une évaluation globale des incidences sur l'environnement, de la protection accordée par la possibilité d'assortir le permis d'environnement de conditions d'exploitation adéquates et de la garantie octroyée par l'exercice de voies de recours administratives liées à la délivrance du permis d'environnement.

La différence entre les régimes juridiques applicables ne fait l'objet d'aucune justification dans l'ordonnance. Elle paraît même en opposition flagrante avec les objectifs de la réforme.

On ne peut soutenir que la distinction entre l'exploitation d'anciens parkings avant et après l'entrée en vigueur de l'ordonnance du 5 juin 1997 est la conséquence directe de l'application de la loi nouvelle aux situations existantes. Dans le cas d'espèce, en effet, c'est l'absence de dispositions transitoires adéquates - dont la Cour examine également la constitutionnalité - qui est la cause des discriminations attaquées.

Le législateur a entendu expressément, par le biais de dispositions transitoires, régler le sort des situations existantes. Il lui appartenait de définir des dispositions transitoires conformes aux finalités de la réforme adoptée. Or, la mise en oeuvre de la disposition attaquée emporte les discriminations exposées ci-dessus entre des tiers riverains d'un parking qui s'exploite sans autorisation préalable soumise à étude d'incidences et des tiers riverains d'un parking qui s'exploite après autorisation préalable soumise à étude d'incidences. Il n'a jamais été question dans le chef du législateur de soustraire ces projets aux procédures d'évaluation des incidences, mais d'opérer un glissement du permis d'environnement vers le permis d'urbanisme.

Le régime ainsi mis en place emporte une discrimination non justifiable par rapport aux objectifs de la réforme.

Enfin, dans le cas d'espèce, l'application de la législation dans le temps doit également s'effectuer à l'aune de l'article 23 de la Constitution, qui attribue au législateur régional la mission de garantir le droit à la protection d'un environnement sain. Ce droit, et en particulier son effet de *standstill*, impose au législateur, dans l'adoption de la législation nouvelle et de ses dispositions transitoires, de prendre spécifiquement en compte les situations de discrimination créées par l'introduction de la législation nouvelle lorsqu'elle a pour conséquence la privation de garanties en matière de protection de l'environnement, à l'égard de certaines personnes.

A.3.3. La seconde branche du premier moyen allègue que les dispositions attaquées créent une discrimination injustifiée entre les tiers riverains d'un bien destiné à l'exploitation d'un parking de plus de 200 places desservant exclusivement des logements et des bureaux et les tiers riverains d'un parking de plus de 200 places ne desservant pas exclusivement ce type d'habitat.

Les critères des distinctions retenues ne sont pas adéquats. D'abord, l'affirmation selon laquelle « les nuisances générées par les parkings accessoires sont moindres que celles causées par l'usage des parkings publics, car la rotation des véhicules parqués et les mouvements de circulation sont beaucoup plus intenses dans un parking public et se prolongent souvent tard le soir » (*Doc.*, Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale, 1996-1997, A-138/1, p. 8) ne repose pas sur des éléments de fait pertinents et établis. Ensuite, ce ne sont pas les critères invoqués de parking « privé » ou « public » qui ont été retenus pour distinguer les régimes mais le critère de parking desservant exclusivement des logements et des bureaux par rapport aux parkings ne desservant pas exclusivement des logements et des bureaux. Enfin, il n'est pas établi que ces derniers généreraient des flux de circulation « se prolongeant souvent tard le soir ».

Sur la base d'un critère de distinction inadéquat, le législateur a adopté une mesure non proportionnelle en ne soumettant les parkings desservant exclusivement des logements et des bureaux qu'au seul permis d'urbanisme alors que les autres parkings restent soumis au régime du permis d'environnement. Or, le champ d'appréhension des nuisances environnementales est beaucoup plus restreint dans le cadre de l'instruction d'un permis d'urbanisme que dans le cadre de l'instruction d'un permis d'environnement.

A.4. Le second moyen est inféré de ce que la disposition attaquée a pour objet et pour effet d'intervenir de manière spécifique dans des procédures pendantes de délivrance d'autorisations administratives liées à l'exploitation de parkings de plus de 200 emplacements, procédures dans lesquelles les parties requérantes sont parties prenantes et a pour objet ou pour effet de priver celles-ci des voies de recours administratives et juridictionnelles à l'encontre d'un projet litigieux, les privant ainsi de garanties procédurales accordées à l'ensemble des citoyens.

La réforme législative contestée tombe à propos dans le cadre du dossier du Parlement européen et vient au secours d'une situation procédurale peu fiable.

En effet, par le biais de l'article 102 de l'ordonnance du 5 juin 1997 relative aux permis d'environnement, l'exploitation de l'ensemble des emplacements de parking pour lequel un permis d'urbanisme a déjà été délivré au promoteur du parking du Parlement européen ne nécessitera plus, dorénavant, d'autorisation administrative complémentaire. Par l'effet même de cette disposition, l'exploitation des 2.300 emplacements est dès lors possible. Alors même que les parties sont en litige devant les instances administratives compétentes pour apprécier la légitimité et l'opportunité, compte tenu des éléments recueillis par l'étude d'incidences réalisée et des objectifs de la police des installations classées, d'étendre la capacité du parking du Parlement européen au-delà des 900 emplacements autorisés, le Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale efface, par le biais d'une intervention législative, la totalité du contentieux introduit par les requérants.

En ce qui concerne l'argumentation du ministre de l'Environnement selon laquelle l'article 103 des dispositions transitoires aurait pour effet qu'en ce qui concerne « les parkings du quartier européen », ce serait « les anciennes règles qui demeura[raient] en vigueur » (*Doc.*, Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale, 1996-1997, A-138/2, p. 154), il convient de remarquer que l'article 103 de l'ordonnance a pour seul effet de préciser que les permis et certificats antérieurs restent valables pour le terme fixé et que l'instruction des demandes de permis et le traitement des recours administratifs introduits avant l'entrée en vigueur de l'ordonnance du 5 juin 1997 s'effectuent conformément aux règles en vigueur au moment de l'introduction de la demande ou du recours. Il s'agit là d'une disposition strictement procédurale relative à l'instruction des demandes pendantes lors de l'entrée en vigueur de l'ordonnance.

Pour le surplus, les autres dispositions de l'ordonnance sont pleinement d'application. En particulier, en ce qui concerne les parkings desservant exclusivement des logements ou des bureaux, plus aucun permis d'environnement n'est requis. Dès lors, l'extension de tels parkings - extension effectuée sans nouveaux travaux d'infrastructure - n'est subordonnée à aucune autorisation administrative préalable. Tel est précisément le cas des parkings du Parlement européen.

*Mémoire en réponse du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale dans l'affaire portant le numéro 1135 du rôle*

A.5. L'intérêt des parties requérantes se confond avec l'intérêt général. La considération selon laquelle elles demeurent au centre-ville est vague et imprécise. En réalité, leur intérêt est uniquement conditionné par la procédure de délivrance du permis d'environnement relatif à l'exploitation du parking du Parlement européen et spécialement par l'issue du recours qu'elles avaient introduit à l'encontre de ce permis devant le Collège d'environnement. Ce recours est aujourd'hui vidé puisque le Collège d'environnement s'est prononcé.

Par ailleurs, l'article 102, alinéa 2, de l'ordonnance du 5 juin 1997 n'est pas applicable au parking du Parlement européen, de sorte que les requérants ne peuvent, pour cette raison aussi, se prévaloir de ce litige pour être recevables contre cette disposition. Le parking litigieux est en effet destiné à desservir non seulement des bureaux, mais aussi des commerces.

Quant à l'article 102, alinéa 4, il ne peut en l'espèce causer aucun préjudice aux requérants, puisqu'il maintient, pour le parking litigieux, l'exigence d'un permis et d'un certificat d'environnement.

Il en est de même de l'article 103 de l'ordonnance du 5 juin 1997.

Son alinéa 1<sup>er</sup>, tout d'abord, en précisant que les permis et certificats délivrés avant l'entrée en vigueur de l'ordonnance, soit le 6 juillet 1997, restent valables, ne peut à l'évidence porter préjudice aux requérants.

Quant à son second alinéa, il signifie simplement que si le certificat ou le permis d'environnement a été demandé ou si le recours a été exercé avant le 6 juillet 1997, l'autorité compétente doit instruire ces demande ou recours selon l'ancienne législation.

La Cour a, de surcroît, confirmé cette interprétation par son arrêt du 28 octobre 1997.

A.6.1. Les parties requérantes n'ont pas intérêt à soulever la première branche du premier moyen. En effet, leur intérêt étant conditionné par le litige du parking du Parlement européen, les incidences sur l'environnement provoquées par ce parking ont, en l'espèce, donné lieu à une lourde et longue procédure d'évaluation préalable.

A.6.2. Sur la seconde branche du premier moyen, il est inexact de soutenir que le critère de distinction retenu par le législateur régional est inadéquat. L'intensité des nuisances engendrées par des parkings desservant exclusivement des bureaux ou des logements est en effet moindre. Il existe, par ailleurs, un rapport raisonnable de proportionnalité entre les régimes juridiques respectivement réservés à chacune des deux catégories de parkings. Ceci est d'autant plus vrai que désormais, toute la procédure d'évaluation des incidences, telle qu'elle était organisée par l'ordonnance du 30 juillet 1992, a été intégrée dans l'ordonnance du 5 juin 1997. Sans compter la nécessité de permettre la diversité des procédures administratives d'autorisation, il est aussi conforme à la volonté de rationalisation et de simplification que le législateur bruxellois ait prévu un régime juridique plus souple pour les projets engendrant moins de nuisances.

A.7. La violation des articles 10, 11 et 23 de la Constitution invoquée dans le second moyen est sans pertinence.

L'article 23 n'est pas applicable en l'espèce : il n'est pas question d'une intervention du pouvoir exécutif mais de l'adoption d'une ordonnance, acte du pouvoir législatif.

L'article 102, alinéa 2, ne crée pas de discrimination censurable. Il s'applique à tous les projets de parkings desservant exclusivement des logements ou des bureaux et n'a donc ni pour but ni pour effet d'intervenir dans un litige déterminé.

Enfin, s'agissant plus particulièrement du parking du Parlement européen, celui-ci disposait dès le 28 novembre 1996 d'un permis d'environnement pour 900 places et dès le 23 mai 1997, d'un permis d'environnement pour 2.300 places. L'on comprend mal dès lors comment l'ordonnance ici attaquée, entrée en vigueur le 6 juillet 1997 seulement, aurait eu pour objet de dispenser ce parking de l'exigence d'un permis d'environnement. Les permis d'environnement ayant déjà été délivrés, le législateur n'a pu, par hypothèse, être animé de la volonté de dispenser le Parlement européen de l'obligation de les obtenir.

*Mémoire en intervention du Gouvernement wallon*

A.8. Le Gouvernement wallon s'en remet provisoirement à la sagesse de la Cour.

*Mémoire en réponse du Gouvernement wallon dans l'affaire portant le numéro 1135 du rôle*

A.9.1. Les parties requérantes n'ont pas intérêt à agir devant la Cour. Sans compter que le litige porté devant le Collège d'environnement est aujourd'hui vidé, et même s'il est exact que l'article 2 de l'ordonnance est libellé de manière très large, l'ordonnance ne peut déroger au principe selon lequel, pour justifier de l'intérêt requis en droit devant la Cour, il ne suffit pas que les parties requérantes soient les destinataires de la norme attaquée. Le recours populaire n'est pas admissible. Les parties requérantes résident à une distance trop grande du lieu d'exploitation du parking litigieux pour se prévaloir d'un intérêt direct suffisant. Encore faudrait-il que la norme entreprise ait sur elles une incidence défavorable, en d'autres termes qu'elle risque de leur causer un préjudice, ce qui n'est pas le cas en l'espèce.

A.9.2. Sur le premier moyen, et sous peine d'entraver toute réforme législative, nul n'a un droit au maintien des normes législatives en vigueur. Par ailleurs, la Cour ne dispose pas du même pouvoir d'appréciation que le législateur. Sur la base des articles 10 et 11 de la Constitution, elle ne pourrait censurer les dispositions entreprises que si elles instituaient une discrimination entre des catégories de personnes comparables, sans justification raisonnable en regard du but poursuivi.

Ce n'est manifestement pas le cas : les parkings desservant exclusivement des logements ou des bureaux provoquent moins de nuisances pour l'environnement, en sorte qu'il n'était pas déraisonnable de prévoir à leur égard un régime d'autorisation plus souple, à savoir la seule délivrance d'un permis d'urbanisme. Compte tenu du but de rationalisation et de simplification de la législation poursuivi par le législateur, la mesure critiquée est pertinente et adéquate.

A.9.3. Sur le second moyen, et dès lors que, conformément à l'arrêt n° 63/97 rendu par la Cour dans la même affaire au contentieux de la suspension, les dispositions entreprises ne sont pas applicables dans les litiges en cours, le moyen est irrecevable ou à tout le moins non fondé.

*Mémoire en réponse du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale dans l'affaire portant le numéro 1263 du rôle*

A.10. Quatre arrêtés ont été pris, le 5 février 1998, par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, postérieurement donc à l'introduction de la seconde requête en annulation. Le premier arrêté accueille le recours introduit par la s.a. Forum Léopold, accorde la modification du certificat d'environnement délivré par l'Institut bruxellois pour la gestion de l'environnement (I.B.G.E.), à savoir l'extension du permis d'environnement pour l'exploitation de « magasins pour la vente au détail » et de « lieux de projection vidéo », et délivre un certificat d'environnement autorisant l'exploitation de 1.500 emplacements de parking dans une première phase, 1.800 dans une

deuxième et 2.300 en cas de circonstances exceptionnelles. Ce certificat impose toutefois le respect de diverses conditions comme l'institution d'un observatoire de la pollution atmosphérique et de la circulation et d'un comité de suivi, l'élaboration d'un plan de mobilité d'entreprise, l'aménagement de certaines voiries.

A.11. Les parties requérantes ne sont ni recevables ni fondées à faire valoir les griefs qu'elles invoquent contre l'article 102, alinéa 4, de l'ordonnance entreprise. Tout d'abord, en effet, si, par rapport à la première requête, la seconde contient des développements nouveaux, le moyen, en son corps, est, quant à lui, resté strictement identique. La Cour ne peut dès lors avoir égard à des incriminations qui n'ont pas été coulées en la forme d'un moyen. En outre, l'intérêt n'est ni né ni actuel : les griefs allégués sont en effet futurs, comme l'expiration de la validité des permis, voire même purement hypothétiques, comme le retrait de la demande ou la péremption du permis.

A.12. Dans la seconde requête, on n'invoque plus, au second moyen, la violation de l'article 23 de la Constitution.

Enfin, on trouvera une nouvelle confirmation de l'absence de volonté d'intervenir dans le litige pendant devant le Collège d'environnement dans le fait de la délivrance par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, le 5 février 1998, d'un certificat et d'un permis d'environnement pour l'exploitation du parking européen.

*Mémoire en réponse des parties requérantes dans l'affaire portant le numéro 1263 du rôle*

A.13.1. Le Gouvernement wallon relève que « sous peine d'entraver toute réforme législative, nul n'a un droit au maintien des normes législatives ». Cette remarque, pertinente abstraitement, ne saurait dispenser de procéder à un examen concret de la violation du principe d'égalité et de non-discrimination au regard des dispositions attaquées.

En effet, on ne conteste pas, comme tel, le changement de la norme mais bien l'adoption de mesures finales et transitoires qui ont pour conséquence d'exonérer, à un certain moment, des projets bien définis de la procédure d'étude d'incidences alors qu'antérieurement ces projets y étaient soumis et qu'ils le seront encore à l'avenir.

Après le 6 juillet 1997, un même projet - l'exploitation d'un parking de plus de 200 emplacements desservant exclusivement des logements et des bureaux - peut se voir tributaire d'une autorisation administrative préalable soumise à une évaluation des incidences ou, au contraire, est exonéré de toute nouvelle autorisation administrative selon qu'il existe ou non un permis d'urbanisme préalable.

Dans une telle hypothèse, l'interprétation donnée par la Cour, dans son arrêt du 28 octobre 1997, à l'article 102, alinéa 4, de l'ordonnance ne trouve pas à s'appliquer, puisque, par hypothèse, l'exploitant ne possède qu'un permis d'urbanisme et qu'il n'a pas introduit une demande de certificat ou de permis d'environnement.

Mais même dans l'hypothèse où l'article 102, alinéa 4, trouverait à s'appliquer - ce qui implique qu'outre le permis d'urbanisme déjà délivré, une demande de permis d'environnement ou de certificat d'environnement ait été introduite avant le 6 juillet 1997 et que la Cour confirme son interprétation de l'article 102, alinéa 4 -, l'on ne voit pas ce qui empêcherait à l'avenir le titulaire du permis d'environnement de renoncer à son permis ou de le laisser se périmier pour ensuite procéder à une exploitation sans aucun permis d'environnement et sans conditions d'exploitation.

A.13.2. Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale soutient qu'est inconcevable l'hypothèse dans laquelle un permis d'urbanisme aurait été délivré seul, sans permis d'environnement concomitant, pour des parkings accessoires de bureaux ou de logements.

Cette thèse est manifestement démentie par les faits. En effet, tel est précisément le cas du parking du Parlement européen pour lequel un permis d'urbanisme a été délivré le 11 janvier 1991 alors que le premier permis d'environnement n'a été délivré que le 28 novembre 1996 (pour 900 emplacements). Tel est le cas également de nombreux autres permis d'urbanisme relatifs à des parkings.

Il faut également relever que l'analyse du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale est erronée en droit. L'exigence concomitante du permis d'urbanisme et du permis d'environnement postule que la notion de « mise en place » - fait générateur de l'obligation d'obtention d'un permis d'environnement - s'identifie à la construction du bâtiment destiné à accueillir l'installation classée - fait générateur du permis d'urbanisme. A cet égard, on peut se référer aux analyses doctrinales existantes, confirmées par la jurisprudence.

A.13.3. Le régime nouveau, l'exonération de permis d'environnement pour les parkings desservant exclusivement des bureaux ou du logement, est inadéquat puisque, d'une part, le permis d'urbanisme ne permet pas d'appréhender toutes les nuisances environnementales d'une installation auparavant classée. Dans l'état actuel de la législation, un permis d'urbanisme ne peut intégrer des « conditions d'exploitation » comme les conditions d'horaire, les conditions relatives aux itinéraires à respecter par le charroi, les conditions relatives à la souscription d'une police d'assurance, etc. Le fait générateur du permis d'urbanisme est la construction d'un parking et non son exploitation. En outre, le régime normatif des permis d'environnement permet, quant à lui, à l'autorité compétente d'apporter, en cours d'exploitation, des modifications au permis d'environnement « lorsqu'elle constate que ce permis ne comporte pas ou ne comporte plus les conditions appropriées, y compris l'utilisation des meilleures technologies disponibles, pour éviter les dangers, nuisances ou les inconvénients pour l'environnement ou la santé, les réduire ou y remédier ».

D'autre part, en ce qui concerne la perte d'utilité de la procédure d'évaluation des incidences qui est le second effet de la législation entreprise, il faut relever que le « souhait » du ministre de l'Environnement, dont fait état le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, de voir les parkings desservant exclusivement des bureaux ou des logements intégrés dans la classe III des installations classées, ce qui permettrait de la soumettre à des conditions sectorielles d'exploitation, n'apparaît que comme une hypothèse qui actuellement n'est nullement rencontrée par les dispositions entreprises de l'ordonnance telles qu'elles ont été adoptées par le Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale. Ce sont évidemment les dispositions législatives qui sont déferées à la connaissance de la Cour et ce sont celles-ci qui doivent lui permettre d'effectuer son contrôle.

— B —

*Quant à la recevabilité*

B.1. Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale et le Gouvernement wallon contestent l'intérêt des parties requérantes au motif qu'il se confondrait avec l'intérêt général et qu'en réalité, cet intérêt serait uniquement conditionné par la procédure de délivrance du permis d'environnement relatif à l'exploitation du parking du Parlement européen et spécialement par l'issue du recours qu'elles avaient introduit à l'encontre de ce permis. Le Collège d'environnement s'étant aujourd'hui définitivement prononcé, le litige est vidé et les parties requérantes auraient perdu leur intérêt à agir devant la Cour.

B.2. Aux termes de l'article 2 de l'ordonnance du 5 juin 1997, l'ordonnance attaquée « tend à assurer la protection contre les dangers, nuisances ou inconvénients qu'une installation ou une activité est susceptible de causer, directement ou indirectement à l'environnement, à la santé ou à la sécurité de la population, en ce compris de toute personne se trouvant à l'intérieur de l'enceinte d'une installation sans pouvoir y être protégée en qualité de travailleur ».

Tel qu'il est libellé, cet article définit dans des termes larges les destinataires de l'ordonnance. Les parties requérantes sont riveraines d'un bien qui relève de la définition de la nomenclature des installations classées par l'ordonnance.

L'exception d'irrecevabilité est rejetée.

*Quant au fond*

*Quant au premier moyen*

B.3.1. Dans sa première branche, le premier moyen invoque une discrimination, contraire aux articles 10 et 11 de la Constitution, au détriment des tiers riverains de parkings qui sont l'accessoire exclusif de logements et de bureaux.

B.3.2. Dans sa seconde branche, le premier moyen invoque une violation des articles 10 et 11 de la Constitution au motif notamment que le critère qui conduit à distinguer les parkings qui sont l'accessoire exclusif de logements et de bureaux des parkings qui desservent d'autres types d'habitats n'est pas adéquat. Cette distinction aboutit à ce que, aux termes de l'article 102, alinéa 2, attaqué de l'ordonnance de la Région de Bruxelles-Capitale du 5 juin 1997, l'exploitation de parkings qui sont l'accessoire exclusif de logements et de bureaux ne requiert plus dorénavant que la délivrance d'un permis d'urbanisme accompagné d'une étude d'incidences alors que l'exploitation des autres parkings reste soumise à la triple condition de la délivrance d'un permis d'urbanisme, d'un permis d'environnement et d'une étude d'incidences sur le tout en tant que projet mixte. Les tiers riverains du premier type de biens seraient ainsi privés d'une évaluation globale des incidences sur l'environnement, de la protection qu'accorde la possibilité d'assortir le permis d'environnement de conditions d'exploitation adéquates et, enfin, de la garantie liée à la possibilité d'exercer des recours administratifs contre le permis d'environnement.

Le critère de distinction invoqué dans les travaux préparatoires de l'ordonnance attaquée ne serait pas le même que celui qui a été finalement retenu dans l'article attaqué de l'ordonnance. Par ailleurs, les éléments de fait qui devraient fonder le critère retenu ne seraient pas justifiés.

B.4. Selon l'exposé des motifs de l'ordonnance attaquée, le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale a entendu distinguer les parkings qui sont l'accessoire exclusif de logements et de bureaux, parkings accessibles aux occupants des logements et aux usagers des bureaux, des autres parkings accessibles au public, au motif que « les nuisances générées par les parkings accessoires sont moindres que celles causées par l'usage des parkings publics, car la rotation des véhicules parqués et les mouvements de circulation sont beaucoup plus intenses dans un parking public et se prolongent souvent tard le soir » (*Doc.*, Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale, 1996-1997, A-138/1, p. 8).

La Cour constate d'abord que ce n'est pas le critère invoqué de parking « privé » (accessible aux occupants d'un logement ou d'un bureau) ou « public » qui est retenu dans l'article 102, alinéa 2, mais le critère distinguant le parking desservant exclusivement des logements et des bureaux et les autres parkings.

Ni le dossier ni les débats ne font apparaître que les nuisances causées par les deux catégories de parkings ainsi définies auraient globalement une importance à ce point différente, au regard des objectifs de protection de l'environnement définis à l'article 2 de l'ordonnance, que la différence de régime juridique se justifierait.

Le premier moyen est fondé.

*Quant au second moyen*

B.5. Il n'y a pas lieu d'examiner le second moyen, qui ne saurait entraîner une plus ample annulation.

*Quant à l'étendue de l'annulation*

B.6. L'article 102, alinéa 4, de l'ordonnance attaquée étant indissolublement lié à l'alinéa 2 de la même disposition, il convient de l'annuler par voie de conséquence. Il en est de même pour les mots « Sauf s'ils desservent exclusivement des logements ou des bureaux » dans les rubriques n<sup>os</sup> 69 et 149 de l'annexe de l'ordonnance de la Région de Bruxelles-Capitale du 30 juillet 1992 relative au permis d'environnement.

B.7. L'article 103, attaqué, de l'ordonnance de la Région de Bruxelles-Capitale du 5 juin 1997 fixe un régime transitoire applicable à l'ensemble des dispositions de l'ordonnance. Il ne doit être annulé qu'en tant qu'il est indissolublement lié à l'article 102, alinéa 2, de ladite ordonnance.

Par ces motifs,

la Cour

— annule, dans l'ordonnance de la Région de Bruxelles-Capitale du 5 juin 1997 relative aux permis d'environnement,

. l'article 102, alinéa 2;

. l'article 102, alinéa 4, en tant qu'il s'applique à l'article 102, alinéa 2;

. l'article 103, en tant qu'il s'applique à l'article 102, alinéa 2;

— annule, dans les rubriques n<sup>os</sup> 69 et 149 de l'annexe de l'ordonnance de la Région de Bruxelles-Capitale du 30 juillet 1992 relative au permis d'environnement, les mots « Sauf s'ils desservent exclusivement des logements ou des bureaux ».

Ainsi prononcé en langue française, en langue néerlandaise et en langue allemande, conformément à l'article 65 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage, à l'audience publique du 21 octobre 1998.

Le greffier,  
L. Potoms.

Le président f.f.,  
L. François.

## ARBITRAGEHOF

N. 98 — 2951

[C - 98/21417]

## Arrest nr. 102/98 van 21 oktober 1998

## Rolnummers 1135 en 1263

*In zake* : de beroepen tot gedeeltelijke vernietiging van de artikelen 102 en 103 van de ordonnantie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 5 juni 1997 betreffende de milieuvergunningen, ingesteld door M. Berg en S. Barreca.

Het Arbitragehof,

samengesteld uit rechter L. François, waarnemend voorzitter, voorzitter L. De Grève, en de rechters H. Boel, G. De Baets, E. Cerexhe, A. Arts en R. Henneuse, bijgestaan door de griffier L. Potoms, onder voorzitterschap van rechter L. François,

wijst na beraad het volgende arrest :

I. *Onderwerp van de beroepen*

a. Bij verzoekschrift dat aan het Hof is toegezonden bij op 25 juli 1997 ter post aangetekende brief en ter griffie is ingekomen op 28 juli 1997, hebben M. Berg, wonende te 1040 Brussel, Weidegang 2, en S. Barreca, wonende te 1000 Brussel, Aarlenstraat 47, beroep tot vernietiging ingesteld van de artikelen 102, tweede lid, en 103 van de ordonnantie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 5 juni 1997 betreffende de milieuvergunningen (bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 26 juni 1997).

De vordering tot schorsing van dezelfde bepalingen, ingesteld door dezelfde verzoekende partijen, werd verworpen bij arrest nr. 63/97 van 28 oktober 1997, bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 19 december 1997.

Die zaak is ingeschreven onder nummer 1135 van de rol van het Hof.

b. Bij verzoekschrift dat aan het Hof is toegezonden bij op 23 december 1997 ter post aangetekende brief en ter griffie is ingekomen op 24 december 1997, hebben M. Berg, wonende te 1040 Brussel, Weidegang 2, en S. Barreca, wonende te 1000 Brussel, Aarlenstraat 47, beroep tot vernietiging ingesteld van de artikelen 102, tweede en vierde lid, en 103 van de ordonnantie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 5 juni 1997 betreffende de milieuvergunningen (bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 26 juni 1997).

Die zaak is ingeschreven onder nummer 1263 van de rol van het Hof.

II. *De rechtspleging*a) *In de zaak met rolnummer 1135*

Bij beschikking van 28 juli 1997 heeft de voorzitter in functie de rechters van de zetel aangewezen overeenkomstig de artikelen 58 en 59 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof.

De rechters-verslaggevers hebben geoordeeld dat er geen aanleiding was om artikel 71 of 72 van de organieke wet toe te passen.

Van het beroep is kennisgegeven overeenkomstig artikel 76 van de organieke wet bij op 18 september 1997 ter post aangetekende brieven.

Het bij artikel 74 van de organieke wet voorgeschreven bericht is bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 19 september 1997.

Memories zijn ingediend door :

— de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, Hertogsstraat 7-9, 1000 Brussel, bij op 29 oktober 1997 ter post aangetekende brief;

— de Waalse Regering, rue Mazy 25-27, 5100 Namen, bij op 3 november 1997 ter post aangetekende brief.

Van die memories is kennisgegeven overeenkomstig artikel 89 van de organieke wet bij op 19 november 1997 ter post aangetekende brieven.

Bij beschikking van 18 december 1997 heeft het Hof de termijn waarbinnen het arrest moet worden gewezen, verlengd tot 25 juli 1998.

Memories van antwoord zijn ingediend door :

— de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, bij op 18 december 1997 ter post aangetekende brief;

— de verzoekende partijen, bij op 19 december 1997 ter post aangetekende brief;

— de Waalse Regering, bij op 22 december 1997 ter post aangetekende brief.

b) *In de zaak met rolnummer 1263*

Bij beschikking van 24 december 1997 heeft de voorzitter in functie de rechters van de zetel aangewezen overeenkomstig de artikelen 58 en 59 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof.

De rechters-verslaggevers hebben geoordeeld dat er geen aanleiding was om artikel 71 of 72 van de organieke wet toe te passen.

Bij beschikking van 13 januari 1998 heeft de voorzitter de termijn voor het indienen van een memorie tot dertig dagen verkort.

Van het beroep is kennisgegeven overeenkomstig artikel 76 van de organieke wet bij op 30 januari 1998 ter post aangetekende brieven; bij dezelfde brieven is kennisgegeven van de beschikking tot verkorting van de termijn voor het indienen van een memorie.

Het bij artikel 74 van de organieke wet voorgeschreven bericht is bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 12 februari 1998.

Memories zijn ingediend door :

— de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, bij op 27 februari 1998 ter post aangetekende brief;

— de Waalse Regering, bij op 2 maart 1998 ter post aangetekende brief.

Van die memories is kennisgegeven overeenkomstig artikel 89 van de organieke wet bij op 5 maart 1998 ter post aangetekende brieven.

Memories van antwoord zijn ingediend door :

— de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, bij op 27 maart 1998 ter post aangetekende brief;

— de verzoekende partijen, bij op 3 april 1998 ter post aangetekende brief;

— de Waalse Regering, bij op 6 april 1998 ter post aangetekende brief.

Bij beschikking van 27 mei 1998 heeft het Hof de termijn waarbinnen het arrest moet worden gewezen, verlengd tot 23 december 1998.

c) *In de twee zaken*

Bij beschikking van 13 januari 1998 heeft het Hof de zaken samengevoegd.

Bij beschikking van 30 juni 1998 heeft het Hof de termijn waarbinnen het arrest moet worden gewezen, verlengd tot 25 januari 1999.

Bij beschikking van 8 juli 1998 heeft het Hof de zaken in gereedheid verklaard en de dag van de terechtzitting bepaald op 16 september 1998.

Van die beschikking is kennisgegeven aan de partijen en hun advocaten bij op 10 juli 1998 ter post aangetekende brieven.

Op de openbare terechtzitting van 16 september 1998 :

— zijn verschenen :

. Mr. P. Levert, advocaat bij de balie te Brussel, voor de verzoekende partijen;

. Mr. M. Kestemont-Soumeryn, advocaat bij de balie te Brussel, voor de Brusselse Hoofdstedelijke Regering;

. Mr. V. Lapp *loco* Mr. V. Thiry, advocaten bij de balie te Luik, voor de Waalse Regering;

— hebben de rechters-verslaggevers E. Cerexhe en H. Boel verslag uitgebracht;

— zijn de voornoemde advocaten gehoord;

— zijn de zaken in beraad genomen.

De rechtspleging is gevoerd overeenkomstig de artikelen 62 en volgende van de organieke wet, die betrekking hebben op het gebruik van de talen voor het Hof.

III. *Onderwerp van de bestreden bepalingen*

Artikel 102, tweede lid, van de ordonnantie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 5 juni 1997 luidt als volgt :

« De bijlage bij de ordonnantie van 30 juli 1992 betreffende de milieuvergunning zoals ingevoerd door artikel 37 van de ordonnantie van 23 november 1993 wordt gewijzigd als volgt :

1° in de rubriek nr. 69, worden de woorden ' Behalve indien deze uitsluitend dienen voor woningen of kantoren ', ingevoegd vóór de woorden ' Garages, overdekte plaatsen waar motorvoertuigen worden geparkeerd ';

2° in de rubriek nr. 149, worden de woorden ' Behalve indien deze uitsluitend dienen voor woningen of kantoren ' ingevoegd vóór de woorden ' Parkeerplaatsen in open lucht voor motorvoertuigen, buiten de openbare weg '. »

In samenhang daarmee bevat bijlage A van de ordonnantie van 5 juni 1997 tot wijziging van de ordonnantie van 29 augustus 1991 houdende organisatie van de planning en de stedenbouw, bijlage waarin de projecten zijn opgesomd waarvoor de aanvraag om stedenbouwkundige vergunning onderworpen is aan een effectenstudie, de volgende rubriek :

« h) parkeerplaatsen in open lucht voor motorvoertuigen, buiten de openbare weg, waar meer dan 200 plaatsen zijn voor auto's, als deze enkel en alleen de woningen of de kantoren bezoeken;

i) garages, overdekte plaatsen waar motorvoertuigen worden geparkeerd (overdekte parkings, tentoonstellingsruimten, enz.) waarin meer dan 200 voertuigen of aanhangwagens, wanneer deze uitsluitend dienen voor woningen of kantoren. »

Artikel 102, vierde lid, bepaalt :

« Deze bepaling is niet van toepassing voor de aanvragen om een milieu-attest of milieuvergunning die werden ingediend vóór de inwerkingtreding van deze ordonnantie. »

Artikel 103 van de ordonnantie van 5 juni 1997 betreffende de milieuvergunningen preciseert zijnerzijds :

« De attesten, vergunningen en erkenningen die werden toegekend vóór de inwerkingtreding van deze ordonnantie, blijven geldig voor de gestelde termijn, onverminderd de toepassing van de artikelen 63 tot 65, 76 en 77.

De procedures voor het onderzoek van de aanvragen en de afgifte van de attesten, vergunningen en erkenningen, alsook de behandeling van de ingestelde administratieve beroepen, geschieden overeenkomstig de regels die van toepassing zijn op het ogenblik van de indiening van de aanvraag of het beroep, wanneer deze werden ingediend vóór de inwerkingtreding van deze ordonnantie. »

IV. *In rechte*

— A —

*Verzoekschriften*

A.1.1. De verzoekende partijen zijn huurders-omwonenden van een goed dat aan de bestreden reglementering is onderworpen, waarvan het doel precies erin bestaat « de bescherming [te] waarborgen tegen elke vorm van gevaar, hinder of ongemak die een inrichting of een activiteit, rechtstreeks of indirect, zou kunnen veroorzaken ten opzichte van het leefmilieu, de gezondheid en de veiligheid van de bevolking, met inbegrip van elke persoon die zich binnen de ruimte van de inrichting bevindt, zonder er als werknemer beschermd te kunnen zijn ». Zij bevinden zich bijgevolg binnen de werkingssfeer van de bescherming waarin is voorzien voor de personen op wie de ordonnantie betrekking heeft.

A.1.2. Het belang van de verzoekende partijen kan bovendien niet worden betwist in zoverre zij betrokken zijn bij een geding dat handelt over inrichtingen die in de klasse van de parkings en parkeerterreinen zijn opgenomen en in zoverre de bestreden bepaling een doorslaggevende invloed kan hebben op de afloop van dat geding.

Te dezen hebben de verzoekende partijen een administratief beroep ingesteld tegen een wijzigende milieuvergunning die op 23 maart 1997 werd verleend aan de n.v. Forum Léopold, die reeds over een stedenbouwkundige vergunning beschikte voor het geheel van de gebouwen van het Europees Parlement, en met name over een milieuvergunning voor een parking met 900 plaatsen. Gelet op de nieuwe aangevochten wetgeving kunnen zij door de wijzigende vergunning onmiddellijk 2.300 parkeerplaatsen exploiteren.

A.2. Twee middelen worden aangevoerd, die vrijwel identiek zijn in beide verzoekschriften en respectievelijk zijn afgeleid uit de schending van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, afzonderlijk beschouwd of in samenhang gelezen met artikel 23 van de Grondwet en de artikelen 2 tot 9 van de richtlijn van de Raad 85/337/EEG van 25 juni 1985 en uit de schending van de artikelen 10, 11 en 23 van de Grondwet, in het eerste verzoekschrift, en uit de schending van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, in het tweede verzoekschrift.



A.3.1. Het eerste middel bestaat uit twee onderdelen.

A.3.2. Het eerste onderdeel is afgeleid uit de omstandigheid dat de bestreden bepalingen een onverantwoorde discriminatie in het leven roepen onder de derden-omwonenden van een goed bestemd voor de exploitatie van parkings die uitsluitend woningen en kantoren bedienen, meer bepaald tussen de omwonenden van een goed waarvoor reeds vóór 6 juli 1997 een stedenbouwkundige vergunning werd verleend en de omwonenden van een goed waarvoor die vergunning pas na 6 juli 1997 werd verleend. Enerzijds, ontnemt de bestreden bepaling aan eerstgenoemden de procedurewaarborgen die gekoppeld zijn aan de uitreiking van een voorafgaande administratieve vergunning, doordat zij geconfronteerd worden met een exploitatie die niet langer enige administratieve vergunning vergt, en, anderzijds, sluit zij de verwezenlijking uit van een milieueffectbeoordeling en doet zij zodoende ten aanzien van eerstgenoemden op kenmerkende wijze afbreuk aan de bescherming die artikel 23 van de Grondwet en de artikelen 2 tot 9 van de richtlijn 85/337/EEG hun bieden.

Met name wat de aan te leggen parking betreft worden eerstgenoemden geconfronteerd met de uitsluitende afgifte van een stedenbouwkundige vergunning waaraan een effectenstudie voorafgaat, terwijl ten aanzien van laatstgenoemden voor het project een stedenbouwkundige vergunning, een milieuvergunning en een effectenstudie over het geheel als gemengd project vereist zijn, zodat eerstgenoemden verstoken blijven van een algehele milieueffectbeoordeling, van de bescherming geboden door de mogelijkheid om aan de milieuvergunning geschikte exploitatievoorwaarden te koppelen en van de waarborg die hierin bestaat dat ten aanzien van de afgifte van een milieuvergunning een administratief beroep kan worden ingesteld.

Het verschil tussen de toepasselijke juridische regelingen wordt in de ordonnantie geenszins verantwoord. Het lijkt zelfs zonder meer in te gaan tegen de doelstellingen van de hervorming.

Men kan niet betogen dat het onderscheid ten aanzien van de exploitatie van reeds bestaande parkings vóór dan wel na de inwerkingtreding van de ordonnantie van 5 juni 1997, het rechtstreekse gevolg is van de toepassing van de nieuwe wet op bestaande situaties. In het voorliggende geval is de ontstentenis van geschikte overgangsbepalingen - waarvan het Hof eveneens de grondwettigheid onderzoekt - immers de oorzaak van de aangevochten discriminaties.

De wetgever had uitdrukkelijk de bedoeling via overgangsbepalingen de bestaande situaties te regelen. Het kwam hem toe overgangsbepalingen vast te stellen die in overeenstemming zijn met de doelstellingen van de goedgekeurde hervorming. Nu leidt de inwerkingstelling van de bestreden bepaling tot de hiervoor uiteengezette discriminaties tussen de derden-omwonenden van een parking die geëxploiteerd wordt zonder voorafgaande, aan een effectenstudie onderworpen vergunning en de derden-omwonenden van een parking die geëxploiteerd wordt nadat een voorafgaande, aan een effectenstudie onderworpen vergunning werd verleend. De wetgever heeft nooit de bedoeling gehad die projecten aan de effectenbeoordelingsprocedures te onttrekken, maar wel een verschuiving van de milieuvergunning naar de stedenbouwkundige vergunning te bewerkstelligen.

De aldus ingevoerde regeling leidt tot een discriminatie die ten aanzien van de doelstellingen van de hervorming niet kan worden verantwoord.

In het voorliggende geval, ten slotte, moet de wetgeving in de tijd worden toegepast met als maatstaf artikel 23 van de Grondwet, dat de gewestwetgever de opdracht geeft het recht op de bescherming van een gezond leefmilieu te waarborgen. Dat recht, en met name de *standstill*-werking ervan, noopt de wetgever ertoe om, wanneer hij de nieuwe wetgeving en de overgangsbepalingen ervan aanneemt, inzonderheid rekening te houden met de discriminerende situaties die door de invoering van de nieuwe wetgeving ontstaan wanneer zij ertoe leidt dat op het stuk van de bescherming van het leefmilieu aan bepaalde personen waarborgen worden ontnomen.

A.3.3. In het tweede onderdeel van het eerste middel wordt aangevoerd dat de bestreden bepalingen een onverantwoorde discriminatie in het leven roepen tussen de derden-omwonenden van een goed bestemd voor de exploitatie van een parking met meer dan 200 plaatsen die uitsluitend woningen en kantoren bedient en de derden-omwonenden van een parking met meer dan 200 plaatsen die niet uitsluitend dat type van inrichtingen bedient.

De gekozen criteria van onderscheid zijn niet geschikt. Allereerst steunt de bewering dat « de overlast voortgebracht door de aanhorige parkeerterreinen [...] geringer [is] dan die veroorzaakt door het gebruik van openbare parkeerterreinen, want de wisseling van de geparkeerde voertuigen en de verkeersbewegingen zijn veel intenser op een openbare parking en duren vaak langer 's avonds » (*Gedr. St.*, Brusselse Hoofdstedelijke Raad, 1996-1997, A-138/1, p. 8) niet op bewezen en relevante feiten. Bovendien werden niet de aangevoerde criteria, namelijk dat het zou gaan om een private, dan wel om een openbare parking, in aanmerking genomen om een onderscheid te maken tussen de regelingen, maar werd wel het feit dat de parking uitsluitend woningen en kantoren bedient en andere parkings niet uitsluitend woningen en kantoren bedienen, als criterium gehanteerd. Tot slot is niet bewezen dat laatstgenoemde parkings verkeersstromen zouden teweegbrengen die « vaak langer duren 's avonds ».

Op grond van een ongeschikt criterium van onderscheid heeft de wetgever een onevenredige maatregel genomen door enkel de parkings die uitsluitend woningen en kantoren bedienen, te willen onderwerpen aan de stedenbouwkundige vergunning alleen, terwijl de andere parkings hunnerzijds aan het stelsel van de milieuvergunning onderworpen blijven. De milieuhinder die in aanmerking wordt genomen in het kader van het onderzoek voorafgaand aan het verlenen van een stedenbouwkundige vergunning, is echter veel beperkter dan die welke in aanmerking wordt genomen in het kader van een onderzoek voorafgaand aan het verlenen van een milieuvergunning.

A.4. Het tweede middel is afgeleid uit de omstandigheid dat de bestreden bepaling tot doel en tot gevolg heeft dat op specifieke wijze wordt ingegrepen in lopende procedures voor afgifte van administratieve vergunningen die vereist zijn voor de exploitatie van parkings met meer dan 200 plaatsen, procedures waarin de verzoekers betrokken partij zijn, en dat de bestreden bepaling tot doel of tot gevolg heeft dat de verzoekers verstoken worden van administratieve en jurisdictionele rechtsmiddelen tegen een betwist project, waardoor hun procedurewaarborgen worden ontnomen die aan alle burgers zijn toegekend.

De aangevochten hervorming van de wetgeving is doelbewust doorgevoerd in het kader van het dossier van het Europees Parlement en komt tegemoet aan een weinig betrouwbare procedurele situatie.

Via artikel 102 van de ordonnantie van 5 juni 1997 betreffende de milieuvergunningen zal voor de exploitatie van het geheel van de parkeerplaatsen waarvoor aan de projectontwikkelaar van de parking van het Europees Parlement reeds een stedenbouwkundige vergunning is verleend, immers niet langer een aanvullende administratieve vergunning vereist zijn. Door de werking zelf van die bepaling is de exploitatie van de 2.300 plaatsen voortaan mogelijk. Uiterekend op het ogenblik waarop de partijen in een proces verwickeld zijn voor de administratieve instanties die bevoegd zijn om, gelet op de gegevens die werden ingewonnen in het kader van de uitgevoerde effectenstudie en gelet op de doelstellingen van de politie van de beschermde inrichtingen, de legitimiteit en de opportuniteit te beoordelen van de uitbreiding van de capaciteit van de parking van het Europees Parlement tot meer dan de toegestane 900 plaatsen, doet de Brusselse Hoofdstedelijke Raad, via een wetgevend optreden, de totaliteit van het door de verzoekende partijen ingestelde contentieux teniet.

Met betrekking tot de argumentatie van de Minister van Leefmilieu, die luidt dat artikel 103 van de overgangsbepalingen tot gevolg zou hebben dat « voor de parkeerplaatsen in de Europese wijk, de vroegere regels van kracht [zouden] blijven » (*Gedr. St.*, Brusselse Hoofdstedelijke Raad, 1996-1997, A-138/2, p. 154), moet worden opgemerkt dat de enige werking van artikel 103 van de ordonnantie erin bestaat te preciseren dat de vorige vergunningen en attesten geldig blijven voor de vastgestelde termijn en dat het onderzoek van de vergunningsaanvragen en de behandeling van de administratieve beroepen die zijn ingesteld vóór de inwerkingtreding van de ordonnantie van 5 juni 1997 zullen geschieden conform de regels die van kracht waren op het tijdstip waarop de aanvraag werd ingediend of het beroep werd ingesteld. Het is een loutere procedurebepaling die betrekking heeft op het onderzoek van de aanvragen die in behandeling zijn op het tijdstip waarop de ordonnantie in werking treedt.

Voor het overige zijn de andere bepalingen van de ordonnantie ten volle van toepassing. Met name voor de parkings die uitsluitend woningen of kantoren bedienen, is niet langer enige milieuvergunning vereist. De uitbreiding van dergelijke parkings - zonder nieuwe infrastructuurwerken - is bijgevolg aan geen enkele voorafgaande administratieve vergunning onderworpen. Dat is nu precies het geval waarin de parkings van het Europees Parlement verkeren.

*Memorie van antwoord van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering in de zaak met rolnummer 1135*

A.5. Het belang van de verzoekende partijen valt samen met het algemeen belang. De overweging dat zij in het centrum van de stad wonen is vaag en onduidelijk. In werkelijkheid wordt hun belang enkel bepaald door de procedure van afgifte van de milieuvergunning betreffende de exploitatie van de parking van het Europees Parlement, en in het bijzonder door de afloop van het beroep dat zij voor het Milieucollege tegen die vergunning hadden ingesteld. Dat beroep is thans beslecht, aangezien het Milieucollege zich heeft uitgesproken.

Artikel 102, tweede lid, van de ordonnantie van 5 juni 1997 is overigens niet toepasselijk op de parking van het Europees Parlement, zodat de verzoekers zich ook om die reden niet kunnen beroepen op dat geding om tegen die bepaling een ontvankelijke vordering in te stellen. De betwiste parking is immers bestemd om niet alleen kantoren, maar ook handelszaken te bedienen.

Artikel 102, vierde lid, kan zijnerzijds de verzoekers geen enkel nadeel berokkenen, aangezien het voor de betwiste parking het vereiste van een milieuvergunning en een milieuattest handhaaft.

Hetzelfde geldt voor artikel 103 van de ordonnantie van 5 juni 1997.

Allereerst kan het eerste lid ervan, door te preciseren dat de vergunningen en attesten die vóór de inwerkingtreding van de ordonnantie, namelijk vóór 6 juli 1997, zijn uitgereikt, geldig blijven, de verzoekers vanzelfsprekend geen nadeel berokkenen.

Het tweede lid ervan betekent zonder meer dat, indien het milieuattest of de milieuvergunning werd aangevraagd of indien het beroep werd ingesteld vóór 6 juli 1997, de bevoegde overheid die aanvraag of dat beroep moet onderzoeken volgens de vroegere wetgeving.

Het Hof heeft die interpretatie bovendien bevestigd in zijn arrest van 28 oktober 1997.

A.6.1. De verzoekende partijen hebben er geen belang bij het eerste onderdeel van het eerste middel op te werpen. Aangezien hun belang immers wordt bepaald door het geding betreffende de parking van het Europees Parlement, heeft de weerslag op het leefmilieu die die parking teweegbrengt te dezen geleid tot een zware en lange voorafgaande evaluatieprocedure.

A.6.2. Ten aanzien van het tweede onderdeel van het eerste middel is het onjuist te betogen dat het criterium van onderscheid dat de gewestwetgever in aanmerking heeft genomen ongeschikt is. De omvang van de hinder die teweeggebracht wordt door parkings die uitsluitend kantoren en woningen bedienen, is immers beperkter. Bovendien bestaat een redelijk verband van evenredigheid tussen de juridische regelingen die respectievelijk zijn voorbehouden aan elk van beide categorieën van parkings. Dat is des te meer het geval daar voortaan de gehele effectenbeoordelingsprocedure, zoals zij georganiseerd was door de ordonnantie van 30 juli 1992, werd opgenomen in de ordonnantie van 5 juni 1997. Zonder rekening te houden met de noodzaak de diversiteit van de administratieve vergunningsprocedures mogelijk te maken, is het eveneens in overeenstemming met het oogmerk van rationalisering en vereenvoudiging dat de Brusselse wetgever voorzien heeft in een soepeler juridische regeling voor de projecten die minder hinder teweegbrengen.

A.7. De schending van de artikelen 10, 11 en 23 van de Grondwet, die in het tweede middel wordt aangevoerd, is irrelevant.

Artikel 23 is te dezen niet toepasselijk : er is geen sprake van een optreden van de uitvoerende macht, maar wel van de goedkeuring van een ordonnantie, die een handeling van de wetgevende macht is.

Artikel 102, tweede lid, roept geen af te keuren discriminatie in het leven. Het is toepasselijk op alle projecten voor parkings die uitsluitend woningen of kantoren bedienen en heeft dus niet tot doel, noch tot gevolg dat in een welbepaald geding wordt ingegrepen.

Tot slot, en met name met betrekking tot de parking van het Europees Parlement, moet worden opgemerkt dat die instelling reeds vanaf 28 november 1996 beschikte over een milieuvergunning voor 900 plaatsen en vanaf 23 mei 1997 over een milieuvergunning voor 2.300 plaatsen. Het is dan ook niet duidelijk waarom de hier aangevochten ordonnantie, die pas op 6 juli 1997 in werking is getreden, tot doel zou hebben gehad die parking vrij te stellen van het vereiste van een milieuvergunning. Vermits de milieuvergunningen reeds waren afgegeven, kon de wetgever per definitie niet geïnspireerd zijn door de wil om het Europees Parlement te ontslaan van de verplichting ze te verkrijgen.

*Memorie van tussenkomst van de Waalse Regering*

A.8. De Waalse Regering richt zich voorlopig naar de wijsheid van het Hof.

*Memorie van antwoord van de Waalse Regering in de zaak met rolnummer 1135*

A.9.1. De verzoekende partijen hebben geen belang om voor het Hof in rechte te treden. Afgezien van het feit dat hun geding voor het Milieucollege thans is afgedaan, en zelfs al is artikel 2 van de ordonnantie in zeer ruime bewoordingen gesteld, dan nog kan de ordonnantie niet afwijken van het beginsel volgens hetwelk, om te doen blijken van het rechtens vereiste belang voor het Hof, het niet volstaat dat de verzoekende partijen de adressaten zijn van de bestreden norm. De *actio popularis* kan niet worden aanvaard. De verzoekende partijen wonen op een te grote afstand van de exploitatieplaats van de betwiste parking om zich op een voldoende rechtstreeks belang te kunnen beroepen. Voorts zou vereist zijn dat de bestreden norm een ongunstige weerslag heeft op hen, anders gezegd dat die norm hun een nadeel dreigt te berokkenen, wat te dezen niet het geval is.

A.9.2. Met betrekking tot het eerste middel moet worden opgemerkt dat, opdat iedere wetwijziging niet onmogelijk wordt gemaakt, niemand een recht heeft op de handhaving van de geldende wetkrachtige normen. Overigens beschikt het Hof niet over dezelfde beoordelingsbevoegdheid als de wetgever. Op grond van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet zou het Hof de aangevochten bepalingen enkel vermogen af te keuren indien zij een discriminatie zouden invoeren tussen vergelijkbare categorieën van personen, en zulks zonder redelijke verantwoording ten aanzien van het nagestreefde doel.

Dat is klaarblijkelijk niet het geval : de parkings die uitsluitend woningen of kantoren bedienen, brengen minder milieuhinder teweeg, zodat het niet onredelijk was om ten aanzien van die parkings te voorzien in een soepeler vergunningsregeling, namelijk in de enkele afgifte van een stedenbouwkundige vergunning. Gelet op de doelstelling van rationalisering en vereenvoudiging van de wetgeving die de wetgever heeft nagestreefd, is de aangevochten maatregel relevant en adequaat.

A.9.3. Ten aanzien van het tweede middel, en vermits, overeenkomstig het arrest nr. 63/97, dat het Hof in dezelfde zaak over de vordering tot schorsing heeft gewezen, de bestreden bepalingen niet toepasselijk zijn op de hangende gedingen, moet worden vastgesteld dat het middel onontvankelijk of althans ongegrond is.

*Memorie van antwoord van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering in de zaak met rolnummer 1263*

A.10. Op 5 februari 1998, dus na de indiening van het tweede verzoekschrift tot vernietiging, heeft de Brusselse Hoofdstedelijke Regering vier besluiten genomen. Bij het eerste besluit wordt het beroep ingesteld door de n.v. Forum Léopold ingewilligd, wordt de wijziging van het door het Brussels Instituut voor Milieubeheer (BIM) uitgereikte milieuattest, meer bepaald de uitbreiding van de milieuvergunning voor de exploitatie van « winkels voor kleinhandel » en van « video's projectiezalens [lees : videoprojectiezalens] » toegestaan en wordt een milieuattest afgegeven waarbij de exploitatie wordt toegestaan van 1.500 parkeerplaatsen in een eerste fase, 1.800 in een tweede fase en 2.300 in geval van uitzonderlijke omstandigheden. Dat attest bepaalt evenwel dat diverse voorwaarden in acht moeten worden genomen, zoals de oprichting van een observatiepost voor de controle van de luchtvervuiling en de verkeershinder en van een opvolgingscommissie, het feit dat een plan voor bedrijfsmobiliteit moet worden uitgewerkt en dat bepaalde wegen moeten worden aangelegd.

A.11. De verzoekende partijen kunnen noch op ontvankelijke, noch op gegronde wijze de grieven doen gelden die zij aanvoeren tegen artikel 102, vierde lid, van de bestreden ordonnantie. Allereerst bevat het tweede verzoekschrift weliswaar nieuwe ontwikkelingen ten opzichte van het eerste verzoekschrift, maar de kern van het middel is zijnerzijds volstrekt identiek gebleven. Het Hof vermag bijgevolg geen oog te hebben voor incriminaties die niet in de vorm van een middel zijn geformuleerd. Bovendien is het belang niet ontstaan, noch actueel : de aangevoerde grieven hebben immers betrekking op de toekomst, zoals het aflopen van de geldigheidsduur van de vergunningen, en zelfs op louter hypothetische situaties, zoals de intrekking van de aanvraag of het vervallen van de vergunning.

A.12. In het tweede middel van het tweede verzoekschrift wordt niet langer de schending van artikel 23 van de Grondwet aangevoerd.

Tot slot zal men opnieuw een bevestiging vinden van het ontbreken van de wil om tussen te komen in het geding dat voor het Milieucollege hangende is in het feit dat de Brusselse Hoofdstedelijke Regering op 5 februari 1998 een milieuvergunning en een milieuattest voor de exploitatie van de Europese parking heeft verstrekt.

*Memorie van antwoord van de verzoekende partijen in de zaak met rolnummer 1263*

A.13.1. De Waalse Regering wijst erop dat, « wil niet iedere wetwijziging onmogelijk worden gemaakt, niemand een recht heeft op de handhaving van de wetkrachtige normen ». Die opmerking, die relevant is *in abstracto*, kan het Hof er niet van vrijstellen over te gaan tot een concreet onderzoek van de schending van het beginsel van gelijkheid en niet-discriminatie ten aanzien van de aangevochten bepalingen.

Niet de wijziging van de norm als dusdanig wordt immers aangevochten, maar wel de goedkeuring van eind- en overgangsmaatregelen die tot gevolg hebben dat op een bepaald tijdstip welbepaalde projecten worden vrijgesteld van de procedure van effectenbeoordeling, terwijl die projecten voorheen wel aan die procedure waren onderworpen en zij dat in de toekomst nog zullen zijn.

Na 6 juli 1997 zal eenzelfde project - de exploitatie van een parking van meer dan 200 plaatsen die uitsluitend woningen en kantoren bedient - kunnen afhangen van een voorafgaande administratieve vergunning, die onderworpen is aan een effectenbeoordeling, of daarentegen vrijgesteld zijn van iedere nieuwe administratieve vergunning, naargelang al dan niet een voorafgaande stedenbouwkundige vergunning voorhanden is.

In een dergelijk geval vindt de interpretatie die het Hof in zijn arrest van 28 oktober 1997 heeft gegeven aan artikel 102, vierde lid, van de ordonnantie geen toepassing, vermits de exploitant per definitie enkel over een stedenbouwkundige vergunning beschikt en hij geen aanvraag heeft ingediend voor een milieuattest of een milieuvergunning.

Maar zelfs in het geval waarin artikel 102, vierde lid, toepassing zou vinden - wat inhoudt dat, bovenop de reeds verstrekte stedenbouwkundige vergunning, een aanvraag voor een milieuvergunning of voor een milieuattest werd ingediend vóór 6 juli 1997 en het Hof zijn interpretatie van artikel 102, vierde lid, bevestigt -, dan nog is niet duidelijk wat de houder van een milieuvergunning in de toekomst zou beletten af te zien van zijn vergunning of die vergunning te laten vervallen om vervolgens over te gaan tot een exploitatie zonder enige milieuvergunning en zonder exploitatievoorwaarden.

A.13.2. De Brusselse Hoofdstedelijke Regering betoogt dat het geval waarin een stedenbouwkundige vergunning afzonderlijk, zonder bijbehorende milieuvergunning, zou zijn uitgereikt voor parkings die bij kantoren of woningen horen, ondenkbaar is.

Dat standpunt wordt klaarblijkelijk door de feiten tegengesproken. Dat is immers precies het geval met de parking van het Europees Parlement, waarvoor op 11 januari 1991 een stedenbouwkundige vergunning werd verstrekt, terwijl de eerste milieuvergunning pas werd uitgereikt op 28 november 1996 (voor 900 plaatsen). Dat is eveneens het geval met de talrijke andere stedenbouwkundige vergunningen die betrekking hebben op parkings.

Tevens dient te worden opgemerkt dat de analyse van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering onjuist is in rechte. De gelijktijdige eis van een stedenbouwkundige vergunning en een milieuvergunning houdt in dat het begrip « vestiging » - het feit dat ten grondslag ligt aan de verplichting een milieuvergunning te verkrijgen - samenvalt met de bouw van het gebouw waarin de in een klasse opgenomen inrichting zal worden ondergebracht - het feit dat ten grondslag ligt aan de stedenbouwkundige vergunning. In dat verband kan men verwijzen naar de bestaande rechtsgeleerde analyses, die door de rechtspraak werden bevestigd.

A.13.3. De nieuwe regeling, namelijk de vrijstelling van milieuvergunning voor parkings die uitsluitend kantoren of woningen bedienen, is niet geschikt, aangezien, enerzijds, met de stedenbouwkundige vergunning niet alle milieuhinder van een voorheen in een klasse opgenomen inrichting kan worden opgevangen. In de huidige stand van de wetgeving kunnen in een stedenbouwkundige vergunning geen « exploitatievoorwaarden » worden opgenomen, zoals uurregelingen, voorwaarden betreffende de reisweg die de konvooiën moeten volgen, voorwaarden betreffende het aangaan van een verzekeringspolis, etc. Het feit op grond waarvan een stedenbouwkundige vergunning moet worden verkregen, is de bouw van een parking, en niet de exploitatie ervan. Bovendien biedt de normatieve regeling van de milieuvergunning aan de bevoegde overheid harerzijds de mogelijkheid om, in de loop van de exploitatie, in de milieuvergunning wijzigingen aan te brengen, « wanneer zij vaststelt dat deze vergunning niet of niet meer de passende voorwaarden inhoudt, met inbegrip van het gebruik van de beste beschikbare technologieën, om het gevaar, de hinder of de ongemakken voor het leefmilieu en de gezondheid te vermijden, te beperken of te verhelpen ».

Anderzijds, moet met betrekking tot het feit dat de effectenbeoordelingsprocedure aan nut heeft ingeboet - het tweede gevolg van de bestreden wetgeving - worden opgemerkt dat de « wens » van de Minister van Leefmilieu, waarvan de Brusselse Hoofdstedelijke Regering gewag maakt en die erin bestaat dat de parkings die uitsluitend kantoren of woningen bedienen zouden worden opgenomen in klasse III van de in een klasse opgenomen inrichtingen, wat het mogelijk zou maken ze aan sectoriële exploitatievoorwaarden te onderwerpen, slechts een geval blijkt te zijn dat thans geenszins wordt opgevangen door de bestreden bepalingen van de ordonnantie, zoals zij door de Brusselse Hoofdstedelijke Raad zijn aangenomen. Het zijn uiteraard de wetskrachtige bepalingen die aan het Hof ter beoordeling worden voorgelegd en het zijn die bepalingen die het Hof de mogelijkheid moeten bieden zijn toetsing uit te voeren.

— B —

*Ten aanzien van de ontvankelijkheid*

B.1. De Brusselse Hoofdstedelijke Regering en de Waalse Regering betwisten het belang van de verzoekende partijen, om reden dat het zou samenvallen met het algemeen belang en dat dat belang in werkelijkheid alleen zou worden bepaald door de procedure van afgifte van de milieuvergunning betreffende de exploitatie van de parking van het Europees Parlement, en inzonderheid door de afloop van het beroep dat zij tegen die vergunning hadden ingesteld. Vermits het Milieucollege zich thans definitief heeft uitgesproken, is het geschil beslecht en zouden de verzoekende partijen hun belang hebben verloren om voor het Hof in rechte te treden.

B.2. Naar luid van artikel 2 van de ordonnantie van 5 juni 1997 wil de bestreden ordonnantie « de bescherming waarborgen tegen elke vorm van gevaar, hinder of ongemak die een inrichting of een activiteit, rechtstreeks of indirect, zou kunnen veroorzaken ten opzichte van het leefmilieu, de gezondheid en de veiligheid van de bevolking, met inbegrip van elke persoon die zich binnen de ruimte van de inrichting bevindt, zonder er als werknemer beschermd te kunnen zijn ».

Zoals het is geformuleerd, bepaalt dat artikel de adressaten van de ordonnantie in ruime bewoordingen. De verzoekende partijen zijn omwonenden van een goed dat beantwoordt aan de definitie vervat in de nomenclatuur van de door de ordonnantie in een klasse opgenomen inrichtingen.

De exceptie van niet-ontvankelijkheid wordt verworpen.

*Ten gronde*

*Ten aanzien van het eerste middel*

B.3.1. In het eerste onderdeel van het eerste middel wordt een met de artikelen 10 en 11 van de Grondwet strijdig discriminerend onderscheid aangevoerd ten nadele van derden die omwonenden zijn van parkings die uitsluitend bij woningen en kantoren horen.

B.3.2. In het tweede onderdeel van het eerste middel wordt een schending van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet aangevoerd, met name om reden dat het criterium op grond waarvan een onderscheid wordt gemaakt tussen de parkings die uitsluitend bij woningen en kantoren horen en de parkings die andere soorten van woongelegenheden bedienen, niet geschikt is. Dat onderscheid zou ertoe leiden dat, naar luid van het aangevochten artikel 102, tweede lid, van de ordonnantie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 5 juni 1997, voor de exploitatie van parkings die uitsluitend bij woningen en kantoren horen, voortaan enkel nog de afgifte vereist is van een stedenbouwkundige vergunning waaraan een effectenstudie is gekoppeld, terwijl de exploitatie van de andere parkings onderworpen blijft aan de drievoudige voorwaarde van de afgifte van een stedenbouwkundige vergunning, een milieuvergunning en een effectenstudie over het geheel als gemengd project. De derden die omwonenden zijn van het eerste type van goederen zouden aldus verstoken zijn van een algehele beoordeling van de weerslag, op het leefmilieu, van de bescherming die verleend wordt door de mogelijkheid om aan de milieuvergunning geschikte exploitatievoorwaarden te koppelen, en, tot slot, van de waarborg die besloten ligt in de mogelijkheid om tegen de milieuvergunning administratieve beroepen in te stellen.

Het in de parlementaire voorbereiding van de bestreden ordonnantie aangevoerde criterium van onderscheid zou niet hetzelfde zijn als het criterium dat uiteindelijk in het bestreden artikel van de ordonnantie is aangewend. Bovendien zouden de feitelijke elementen die een grondslag zouden moeten verschaffen voor het gekozen criterium, niet verantwoord zijn.

B.4. Volgens de memorie van toelichting van de bestreden ordonnantie heeft de Brusselse Hoofdstedelijke Regering de bedoeling gehad een onderscheid te maken tussen de parkings die uitsluitend bij woningen en kantoren horen, parkings die toegankelijk zijn voor de bewoners van de woningen en voor de gebruikers van de kantoren, en de andere, voor het publiek toegankelijke parkings, om reden dat « de overlast voortgebracht door de aanhorige parkeerterreinen [...] geringer [is] dan die veroorzaakt door het gebruik van openbare parkeerterreinen, want de wisseling van de geparkeerde voertuigen en de verkeersbewegingen zijn veel intenser op een openbare parking en duren vaak langer 's avonds » (*Gedr. St.*, Brusselse Hoofdstedelijke Raad, 1996-1997, A-138/1, p. 8).

Het Hof stelt allereerst vast dat in artikel 102, tweede lid, niet het aangevoerde criterium, namelijk dat het een « privé »-parking (die toegankelijk is voor de bewoners van een woning of de gebruikers van een kantoor), dan wel een « openbare » parking zou betreffen, is aangewend, maar wel het criterium dat een parking die uitsluitend dient voor woningen en kantoren, onderscheidt van andere parkings.

Noch het dossier, noch de debatten doen ervan blijken dat de hinder veroorzaakt door die twee aldus omschreven categorieën van parkings in het algemeen een dermate verschillend belang vertoont ten aanzien van de doelstellingen van milieubescherming omschreven in artikel 2 van de ordonnantie, dat het verschil in juridische regeling verantwoord zou zijn.

Het eerste middel is gegrond.

*Ten aanzien van het tweede middel*

B.5. Nu het tweede middel niet kan leiden tot een ruimere vernietiging wordt het niet onderzocht.

*Ten aanzien van de omvang van de vernietiging*

B.6. Vermits artikel 102, vierde lid, van de bestreden ordonnantie onlosmakelijk is verbonden met het tweede lid van dezelfde bepaling, dient het bij wege van gevolgtrekking te worden vernietigd. Hetzelfde geldt voor de woorden « Behalve indien deze uitsluitend dienen voor woningen of kantoren » in de rubrieken nrs. 69 en 149 van de bijlage bij de ordonnantie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 30 juli 1992 betreffende de milieuvergunning.

B.7. Het aangevochten artikel 103 van de ordonnantie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 5 juni 1997 stelt een overgangsregeling vast die toepasselijk is op het geheel van de bepalingen van de ordonnantie. Het dient slechts te worden vernietigd in zoverre het met artikel 102, tweede lid, van de voormelde ordonnantie onlosmakelijk verbonden is.

Om die redenen,  
het Hof

— vernietigt, in de ordonnantie van het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest van 5 juni 1997 betreffende de milieuvergunningen,

. artikel 102, tweede lid;

. artikel 102, vierde lid, in zoverre het van toepassing is op artikel 102, tweede lid;

. artikel 103, in zoverre het van toepassing is op artikel 102, tweede lid;

— vernietigt, in de rubrieken nrs. 69 en 149 van de bijlage bij de ordonnantie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 30 juli 1992 betreffende de milieuvergunning, de woorden « Behalve indien deze uitsluitend dienen voor woningen of kantoren ».

Aldus uitgesproken in het Frans, het Nederlands en het Duits, overeenkomstig artikel 65 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof, op de openbare terechtzitting van 21 oktober 1998.

De griffier,  
L. Potoms.

De wnd. voorzitter,  
L. François.

---

**SCHIEDSHOF**

D. 98 — 2951

[C - 98/21417]

**Urteil Nr. 102/98 vom 21. Oktober 1998**

*Geschäftsverzeichnisnummern. 1135 und 1263*

*In Sachen:* Klagen auf teilweise Nichtigerklärung der Artikel 102 und 103 der Ordonnanz der Region Brüssel-Hauptstadt vom 5. Juni 1997 bezüglich der Umweltgenehmigungen, erhoben von M. Berg und S. Barreca.

Der Schiedshof,

zusammengesetzt aus dem Richter und stellvertretenden Vorsitzenden L. François, dem Vorsitzenden L. De Grève, und den Richtern H. Boel, G. De Baets, E. Cerehe, A. Arts und R. Henneuse, unter Assistenz des Kanzlers L. Potoms, unter dem Vorsitz des Richters L. François,

verkündet nach Beratung folgendes Urteil:

*I. Gegenstand der Klagen*

a. Mit einer Klageschrift, die dem Hof mit am 25. Juli 1997 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief zugesandt wurde und am 28. Juli 1997 in der Kanzlei eingegangen ist, erhoben M. Berg, wohnhaft in 1040 Brüssel, Impasse du Pré 2, und S. Barreca, wohnhaft in 1000 Brüssel, rue d'Arlon 47, Klage auf Nichtigerklärung der Artikel 102 Absatz 2 und 103 der Ordonnanz der Region Brüssel-Hauptstadt vom 5. Juni 1997 bezüglich der Umweltgenehmigungen (veröffentlicht im *Belgischen Staatsblatt* vom 26. Juni 1997).

Die von denselben klagenden Parteien erhobene Klage auf einstweilige Aufhebung derselben Bestimmungen wurde mit Urteil Nr. 63/97 vom 28. Oktober 1997, veröffentlicht im *Belgischen Staatsblatt* vom 19. Dezember 1997, zurückgewiesen.

Diese Rechtssache wurde unter der Nummer 1135 ins Geschäftsverzeichnis des Hofes eingetragen.

b. Mit einer Klageschrift, die dem Hof mit am 23. Dezember 1997 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief zugesandt wurde und am 24. Dezember 1997 in der Kanzlei eingegangen ist, erhoben M. Berg, wohnhaft in 1040 Brüssel, Impasse du Pré 2, und S. Barreca, wohnhaft in 1000 Brüssel, rue d'Arlon 47, Klage auf Nichtigerklärung von Artikel 102 Absätze 2 und 4 und Artikel 103 der Ordonnanz der Region Brüssel-Hauptstadt vom 5. Juni 1997 bezüglich der Umweltgenehmigungen (veröffentlicht im *Belgischen Staatsblatt* vom 26. Juni 1997).

Diese Rechtssache wurde unter der Nummer 1263 ins Geschäftsverzeichnis des Hofes eingetragen.

*II. Verfahren*

*a) In der Rechtssache mit Geschäftsverzeichnisnummer 1135*

Durch Anordnung vom 28. Juli 1997 hat der amtierende Vorsitzende gemäß den Artikeln 58 und 59 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Schiedshof die Richter der Besetzung bestimmt.

Die referierenden Richter haben Artikel 71 bzw. 72 des organisierenden Gesetzes im vorliegenden Fall nicht für anwendbar erachtet.

Die Klage wurde gemäß Artikel 76 des organisierenden Gesetzes mit am 18. September 1997 bei der Post aufgegebenen Einschreibebriefen notifiziert.

Die durch Artikel 74 des organisierenden Gesetzes vorgeschriebene Bekanntmachung erfolgte im *Belgischen Staatsblatt* vom 19. September 1997.

Schriftsätze wurden eingereicht von

- der Regierung der Region Brüssel-Hauptstadt, rue Ducale 7-9, 1000 Brüssel, mit am 29. Oktober 1997 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief,
- der Wallonischen Regierung, rue Mazy 25-27, 5100 Namur, mit am 3. November 1997 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief.

Diese Schriftsätze wurden gemäß Artikel 89 des organisierenden Gesetzes mit am 19. November 1997 bei der Post aufgegebenen Einschreibebriefen notifiziert.

Durch Anordnung vom 18. Dezember 1997 hat der Hof die für die Urteilsfällung vorgesehene Frist bis zum 25. Juli 1998 verlängert.

Erwiderungsschriftsätze wurden eingereicht von

- der Regierung der Region Brüssel-Hauptstadt, mit am 18. Dezember 1997 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief,
- den klagenden Parteien, mit am 19. Dezember 1997 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief,
- der Wallonischen Regierung, mit am 22. Dezember 1997 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief.

b) *In der Rechtssache mit Geschäftsverzeichnisnummer 1263*

Durch Anordnung vom 24. Dezember 1997 hat der amtierende Vorsitzende gemäß den Artikeln 58 und 59 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Schiedshof die Richter der Besetzung bestimmt.

Die referierenden Richter haben Artikel 71 bzw. 72 des organisierenden Gesetzes im vorliegenden Fall nicht für anwendbar erachtet.

Durch Anordnung vom 13. Januar 1998 hat der Vorsitzende die für die Einreichung eines Schriftsatzes vorgesehene Frist auf dreißig Tage verkürzt.

Die Klage wurde gemäß Artikel 76 des organisierenden Gesetzes mit am 30. Januar 1998 bei der Post aufgegebenen Einschreibebriefen notifiziert; mit denselben Briefen wurde die Anordnung zur Verkürzung der für die Einreichung eines Schriftsatzes vorgesehenen Frist notifiziert.

Die durch Artikel 74 des organisierenden Gesetzes vorgeschriebene Bekanntmachung erfolgte im *Belgischen Staatsblatt* vom 12. Februar 1998.

Schriftsätze wurden eingereicht von

- der Regierung der Region Brüssel-Hauptstadt, mit am 27. Februar 1997 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief,
- der Wallonischen Regierung, mit am 2. März 1998 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief.

Diese Schriftsätze wurden gemäß Artikel 89 des organisierenden Gesetzes mit am 5. März 1998 bei der Post aufgegebenen Einschreibebriefen notifiziert.

Erwiderungsschriftsätze wurden eingereicht von

- der Regierung der Region Brüssel-Hauptstadt, mit am 27. März 1998 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief,
- den klagenden Parteien, mit am 3. April 1998 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief,
- der Wallonischen Regierung, mit am 6. April 1998 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief.

Durch Anordnung vom 27. Mai 1998 hat der Hof die für die Urteilsfällung vorgesehene Frist bis zum 23. Dezember 1998 verlängert.

c) *In den beiden Rechtssachen*

Durch Anordnung vom 13. Januar 1998 hat der Hof die Rechtssachen verbunden.

Durch Anordnung vom 30. Juni 1998 hat der Hof die für die Urteilsfällung vorgesehene Frist bis zum 25. Januar 1999 verlängert.

Durch Anordnung vom 8. Juli 1998 hat der Hof die Rechtssachen für verhandlungsreif erklärt und den Sitzungstermin auf den 16. September 1998 anberaumt.

Diese Anordnung wurde den Parteien und deren Rechtsanwälten mit am 10. Juli 1998 bei der Post aufgegebenen Einschreibebriefen notifiziert.

Auf der öffentlichen Sitzung vom 16. September 1998

— erschienen

. RA P. Levert, in Brüssel zugelassen, für den klagenden Parteien,

. RÄin M. Kestemont-Soumeryn, in Brüssel zugelassen, für die Regierung der Region Brüssel-Hauptstadt,

. RÄin V. Lapp *loco* RA V. Thiry, in Lüttich zugelassen, für die Wallonische Regierung,

— haben die referierenden Richter E. Cerexhe und H. Boel Bericht erstattet,

— wurden die vorgeannten Rechtsanwälte angehört,

— wurden die Rechtssachen zur Beratung gestellt.

Das Verfahren wurde gemäß den Artikeln 62 ff. des organisierenden Gesetzes, die sich auf den Sprachengebrauch vor dem Hof beziehen, geführt.

### III. *Gegenstand der angefochtenen Bestimmungen*

Artikel 102 Absatz 2 der Ordonnanz der Region Brüssel-Hauptstadt vom 5. Juni 1997 lautet wie folgt:

« Die Anlage zur Ordonnanz vom 30. Juli 1992 bezüglich der Umweltgenehmigung, so wie sie durch Artikel 37 der Ordonnanz vom 23. November 1993 eingeführt wurde, wird wie folgt geändert:

1° in der Rubrik Nr. 69 werden die Wörter ' Außer wenn diese ausschließlich zu Wohnungen und Büros gehören ' eingefügt vor ' Garagen, überdachte Abstellplätze, auf denen Kraftfahrzeuge geparkt werden ';

2° in der Rubrik Nr. 149 werden die Wörter ' Außer wenn diese ausschließlich zu Wohnungen und Büros gehören ' eingefügt vor ' Parkplätze im Freien für Kraftfahrzeuge außerhalb des öffentlichen Weges ' . »

Im Zusammenhang damit enthält Anlage A der Ordonnanz vom 5. Juni 1997 zur Änderung der Ordonnanz vom 29. August 1991 zur Organisation der Planung und des Städtebaus - eine Anlage, in der die Projekte aufgezählt sind, für die der Antrag auf städtebauliche Genehmigung einer Umweltverträglichkeitsprüfung unterliegt - die folgende Rubrik:

« h) Parkplätze im Freien für Kraftfahrzeuge außerhalb des öffentlichen Weges, mit mehr als 200 Abstellplätzen für Autos, wenn sie ausschließlich zu Wohnungen oder Büros gehören;

i) Garagen, überdachte Abstellplätze, auf denen Kraftfahrzeuge geparkt werden (überdachte Parkplätze, Ausstellungsräume usw.), für mehr als 200 Fahrzeuge oder Anhänger, wenn sie ausschließlich zu Wohnungen oder Büros gehören. »

Artikel 102 Absatz 4 bestimmt:

« Diese Bestimmung ist nicht anwendbar auf die Anträge auf eine Umweltbescheinigung oder Umweltgenehmigung, die vor dem Inkrafttreten dieser Ordonnanz eingereicht wurden. »

Artikel 103 der Ordonnanz vom 5. Juni 1997 bezüglich der Umweltgenehmigungen präzisiert seinerseits:

« Die Bescheinigungen, Genehmigungen und Anerkennungen, die vor dem Inkrafttreten dieser Ordonnanz erteilt wurden, bleiben für die festgelegte Frist gültig, unbeschadet der Anwendung der Artikel 63 bis 65, 76 und 77.

Die Verfahren zur Untersuchung der Anträge und zur Erteilung der Bescheinigungen, Genehmigungen und Anerkennungen, sowie die Bearbeitung der eingereichten Verwaltungsbeschwerden, erfolgen in Übereinstimmung mit den Regeln, die zum Zeitpunkt der Einreichung des Antrags oder der Beschwerde anwendbar waren, wenn diese vor dem Inkrafttreten dieser Ordonnanz eingereicht wurden. »

IV. *In rechtlicher Beziehung*

— A —

#### *Klageschriften*

A.1.1. Die klagenden Parteien seien Mieter einer Anliegerwohnung, die der angefochtenen Regelung unterworfen sei, deren Ziel gerade darin bestehe, « den Schutz der Gesundheit und der Sicherheit der Bevölkerung zu gewährleisten gegen jede Form der Gefahr, Belästigung oder Unannehmlichkeit, die eine Anlage wegen ihres Betriebs unmittelbar oder mittelbar hinsichtlich der Umwelt verursachen könnte. Es handelt sich dabei sowohl um Personen, die sich außerhalb des Geländes der Anlage befinden, als auch um Personen, die sich auf dem Gelände der Anlage befinden, ohne dort als Arbeitnehmer geschützt werden zu können ». Sie befänden sich somit innerhalb des Schutzbereichs, der für die Personen vorgesehen sei, auf die sich die Ordonnanz beziehe.

A.1.2. Das Interesse der klagenden Parteien könne außerdem nicht bezweifelt werden, insoweit sie in einen Rechtsstreit verwickelt seien, in dem es um Einrichtungen gehe, die in die Kategorie der Parkplätze aufgenommen worden seien, und insoweit die angefochtene Bestimmung den Verlauf des Rechtsstreits ausschlaggebend beeinflussen könne.

Im vorliegenden Fall hätten die klagenden Parteien eine Verwaltungsbeschwerde eingereicht gegen eine abändernde Umweltgenehmigung, die am 23. März 1997 der Forum Léopold AG erteilt worden sei, die schon über eine städtebauliche Genehmigung für alle Gebäude des Europäischen Parlaments verfügen würde, insbesondere über eine Umweltgenehmigung für eine Tiefgarage mit 900 Abstellplätzen. Angesichts der neuen angefochtenen Gesetzgebung könnten sie mit der abändernden Genehmigung unmittelbar 2.300 Abstellplätze betreiben.

A.2. Es werden zwei in den beiden Klageschriften nahezu identische Klagegründe vorgebracht; sie beruhen auf einer Verletzung der Artikel 10 und 11 der Verfassung, an sich oder in Verbindung mit Artikel 23 der Verfassung und den Artikeln 2 bis 9 der Richtlinie des Rates 85/337/EWG vom 25. Juni 1985, und auf einer Verletzung der Artikel 10, 11 und 23 der Verfassung in der ersten Klageschrift bzw. einer Verletzung der Artikel 10 und 11 der Verfassung in der zweiten Klageschrift.

A.3.1. Der erste Klagegrund enthält zwei Teile.

A.3.2. Der erste Teil wird aus dem Umstand abgeleitet, daß die angefochtenen Bestimmungen eine ungerechtfertigte Diskriminierung schaffen würden zwischen den Drittanwohnern eines unbeweglichen Guts, das für die Betreibung von Parkplätzen bestimmt sei, die ausschließlich zu Wohnungen und Büros gehören würden, besonders zwischen den Anwohnern eines unbeweglichen Guts, für das schon vor dem 6. Juli 1997 eine städtebauliche Genehmigung erteilt worden sei, und den Anwohnern jenes unbeweglichen Guts, für das erst nach dem 6. Juli 1997 eine Genehmigung erteilt worden sei. Einerseits beraube die angefochtene Bestimmung Erstgenannte der mit der Erteilung einer vorangegangenen administrativen Genehmigung verbundenen Verfahrensgarantien, indem sie mit einer Betreibung, die an keine administrative Genehmigung mehr gebunden sei, konfrontiert würden, und andererseits schließe sie die Durchführung einer Umweltverträglichkeitsprüfung aus und beeinträchtige so in bezug auf Erstgenannte auf charakteristische Weise den Schutz, den Artikel 23 der Verfassung und die Artikel 2 bis 9 der Richtlinie 85/337/EWG ihnen böten.

Insbesondere hinsichtlich des anzulegenden Parkplatzes würden Erstgenannte mit der ausschließlichen Erteilung einer städtebaulichen Genehmigung konfrontiert, der eine Umweltverträglichkeitsprüfung vorangehe, während von Letztgenannten für das Projekt eine städtebauliche Genehmigung, eine Umweltgenehmigung und eine Umweltverträglichkeitsprüfung der Gesamtheit als gemischtes Projekt verlangt würde, so daß Erstgenannte auf eine umfassende Umweltverträglichkeitsbewertung, auf den Schutz, der durch die Möglichkeit, die Umweltgenehmigung von geeigneten Betreibungsvoraussetzungen abhängig zu machen, geboten werde, sowie auf die Garantie verzichten müßten, die darin bestehe, daß hinsichtlich der Erteilung einer Umweltgenehmigung eine Verwaltungsbeschwerde eingereicht werden könne.

Der Unterschied zwischen den anwendbaren juristischen Regelungen werde in der Ordonnanz ganz und gar nicht gerechtfertigt. Er scheine sogar im Widerspruch zu den Zielsetzungen der Reform zu stehen.

Man könne nicht behaupten, daß der Unterschied hinsichtlich der Betreibung von schon vor oder erst nach dem Inkrafttreten der Ordonnanz vom 5. Juni 1997 bestehenden Parkplätzen die direkte Folge der Anwendung des neuen Gesetzes auf bestehende Situationen sei. Im vorliegenden Fall sei nämlich das Fehlen geeigneter Übergangsbestimmungen - deren Verfassungsmäßigkeit der Hof ebenfalls untersuche - die Ursache der angefochtenen Diskriminierungen.

Es sei deutlich die Absicht des Gesetzgebers gewesen, auf dem Wege der Übergangsbestimmungen die bestehenden Situationen zu regeln. Es sei seine Aufgabe gewesen, die den Zielsetzungen der gebilligten Reform entsprechenden Übergangsbestimmungen festzulegen. Nun führe die Durchführung der angefochtenen Bestimmung zu den oben dargelegten Diskriminierungen zwischen den Drittanwohnern eines Parkplatzes, der ohne vorangegangene, von einer Umweltverträglichkeitsprüfung abhängige Genehmigung betrieben werde, und den Drittanwohnern eines Parkplatzes, der betrieben werde, nachdem eine vorangegangene, von einer Umweltverträglichkeitsprüfung abhängige Genehmigung erteilt worden sei. Es sei nie Absicht des Gesetzgebers gewesen, diese Projekte den Verfahren zur Verträglichkeitsbewertung zu entziehen, wohl aber die Verschiebung der Umweltgenehmigung zur städtebaulichen Genehmigung zu erreichen.

Die so eingeführte Regelung sei die Ursache einer Diskriminierung, die hinsichtlich der Zielsetzungen der Reform nicht gerechtfertigt werden könne.

Im vorliegenden Fall schließlich müsse die Gesetzgebung zeitlich angewandt werden, mit als Maßstab Artikel 23 der Verfassung, der den Regionalgesetzgeber beauftrage, das Recht auf den Schutz einer gesunden Umwelt zu garantieren. Dieses Recht, vor allem seine Stillhalte-Auswirkung, zwingt den Gesetzgeber, bei der Annahme der neuen Gesetzgebung und ihrer Übergangsbestimmungen insbesondere die diskriminierenden Situationen zu berücksichtigen, die durch die Einführung der neuen Gesetzgebung entstünden, wenn sie dazu führe, daß hinsichtlich des Umweltschutzes bestimmten Personen Garantien entzogen würden.

A.3.3. Im zweiten Teil des ersten Klagegrunds wird angeführt, daß die angefochtenen Bestimmungen eine ungerechtfertigte Diskriminierung herstellen würden zwischen den Drittanwohnern eines unbeweglichen Guts, das für die Betreibung eines Parkplatzes mit mehr als 200 Abstellplätzen bestimmt sei, der ausschließlich zu Wohnungen und Büros gehöre, und den Drittanwohnern eines Parkplatzes mit mehr als 200 Abstellplätzen, der nicht ausschließlich zu solchen Einrichtungen gehöre.

Die Unterscheidungskriterien, für die man sich entschieden habe, seien nicht geeignet. Zuerst stütze sich die Behauptung, daß « die von den angebauten Parkplätzen herrührende Belastung geringer ist als die durch die Nutzung öffentlicher Parkplätze, denn der Wechsel der parkenden Fahrzeuge und die Verkehrsbewegungen sind auf einem öffentlichen Parkplatz viel intensiver und dauern oft bis in den späten Abend » (*Dok.*, Rat der Region Brüssel-Hauptstadt, 1996-1997, A-138/1, S. 8), nicht auf bewiesene und relevante Tatsachen. Außerdem seien nicht die angeführten Kriterien, nämlich daß es um einen privaten oder um einen öffentlichen Parkplatz gehe, bei der Unterscheidung zwischen den Regelungen berücksichtigt worden, wohl aber werde die Tatsache, daß der Parkplatz ausschließlich zu Wohnungen und Büros gehöre und andere Parkplätze nicht ausschließlich zu Wohnungen und Büros gehören würden, als Kriterium angewandt. Schließlich sei nicht erwiesen, daß letztgenannte Parkplätze zu einem hohen Verkehrsaufkommen führen würden, das « oft bis in den späten Abend » dauere.

Aufgrund eines ungeeigneten Unterscheidungskriteriums habe der Gesetzgeber eine unverhältnismäßige Maßnahme getroffen, indem er nur die ausschließlich zu Wohnungen und Büros gehörenden Parkplätze allein von der städtebaulichen Genehmigung abhängig machen wolle, während die anderen Parkplätze ihrerseits an das System der Umweltgenehmigung gebunden bleiben würden. Die Umweltbelastung, die im Rahmen der Untersuchung, die der Erteilung einer städtebaulichen Genehmigung vorangehe, berücksichtigt werde, werde aber viel niedriger angesetzt als jene, die im Rahmen der Untersuchung, die der Erteilung einer Umweltgenehmigung vorangehe, berücksichtigt werde.

A.4. Der zweite Klagegrund wird aus dem Umstand abgeleitet, daß Ziel und Folge der angefochtenen Bestimmung ein spezifisches Eingreifen in laufende Verfahren zur Erteilung administrativer Genehmigungen sei, die für die Betreibung von Parkplätzen mit mehr als 200 Abstellplätzen erforderlich seien - Verfahren, an denen die Kläger beteiligt seien -, und daß die angefochtene Bestimmung bezwecke oder bewirke, daß die Kläger auf administrative und richterliche Rechtsmittel gegen ein strittiges Projekt verzichten müßten, wodurch ihnen Verfahrensgarantien entzogen würden, die allen Bürgern zugestanden würden.

Die angefochtene Reform der Gesetzgebung sei im Rahmen des Dossiers des Europäischen Parlaments zielbewußt durchgeführt worden und leiste einer wenig verlässlichen Verfahrenslage Hilfestellung.

Auf dem Umweg über Artikel 102 der Ordonnanz vom 5. Juni 1997 bezüglich der Umweltgenehmigungen werde nämlich für die Betreibung der Gesamtheit der Parkplätze, für die dem Bauräger des Parkplatzes des Europäischen Parlaments schon eine städtebauliche Genehmigung erteilt worden sei, eine zusätzliche administrative Genehmigung nicht länger erforderlich sein. Durch die Wirkung selbst dieser Bestimmung sei die Betreibung der 2.300 Abstellplätze künftig möglich. Ausgerechnet zu dem Zeitpunkt, an dem die Parteien in einem Prozeß vor den administrativen Instanzen verwickelt seien, die befugt seien, angesichts der im Rahmen der durchgeführten Umweltverträglichkeitsprüfung erfaßten Gegebenheiten und angesichts der Zielsetzungen der Überwachung der geschützten Einrichtungen, die Legitimität und Opportunität der Ausweitung der Kapazität der Tiefgarage des Europäischen Parlaments auf mehr als die zugestandenen 900 Abstellplätze zu beurteilen, lösche der Rat der Region Brüssel-Hauptstadt auf dem Wege eines gesetzgeberischen Vorgehens die Totalität der von den klagenden Parteien eingereichten Streitsachen.

In bezug auf die Argumentation des Umweltministers, der zufolge Artikel 103 der Übergangsbestimmungen zur Folge habe, daß « für die Parkplätze im Europaviertel die früheren Regeln anwendbar bleiben » würden (*Dok.*, Rat der Region Brüssel-Hauptstadt, 1996-1997, A-138/2, S. 154), müsse bemerkt werden, daß die einzige Wirkung von Artikel 103 der Ordonnanz darin bestehe zu präzisieren, daß die früheren Genehmigungen und Bescheinigungen für die festgelegte Frist gültig bleiben würden, und daß die Untersuchung bzw. Bearbeitung der vor dem Inkrafttreten der Ordonnanz vom 5. Juni 1997 eingereichten Genehmigungsanträge bzw. Verwaltungsbeschwerden entsprechend den Regeln, die zum Zeitpunkt der Einreichung des Antrags oder der Beschwerde in Kraft gewesen seien, erfolgen würde. Es sei eine reine Verfahrensbestimmung, die sich auf die Untersuchung der Anträge beziehe, die zum Zeitpunkt des Inkrafttretens der Ordonnanz anhängig gewesen seien.

Im übrigen seien die anderen Bestimmungen der Ordonnanz voll anwendbar. Vor allem für die ausschließlich zu Wohnungen und Büros gehörenden Parkplätze werde nicht länger eine Umweltgenehmigung verlangt. Die Ausbreitung solcher Parkplätze - ohne neue Infrastrukturarbeiten - sei somit an keine einzige vorhergehende administrative Genehmigung gebunden. Dies sei nun genau der Fall für die Tiefgarage des Europäischen Parlaments.

*Erwiderungsschriftsatz der Regierung der Region Brüssel-Hauptstadt in der Rechtssache mit Geschäftsverzeichnisnummer 1135*

A.5. Das von den klagenden Parteien angeführte Interesse decke sich mit dem der Allgemeinheit. Die Überlegung, daß sie im Stadtzentrum wohnen würden, sei vage und undeutlich. In Wirklichkeit werde ihr Interesse nur bestimmt durch das Verfahren zur Erteilung der Umweltgenehmigung hinsichtlich der Betreibung der Tiefgarage des Europäischen Parlaments, und insbesondere durch den Ablauf der Beschwerde, die sie gegen diese Genehmigung beim Umweltkollegium eingereicht hätten. Diese Beschwerde sei erledigt, da das Umweltkollegium über sie befunden habe.

Artikel 102 Absatz 2 der Ordonnanz vom 5. Juni 1997 sei übrigens nicht anwendbar auf die Tiefgarage des Europäischen Parlaments, weshalb die Kläger sich auch aus diesem Grund nicht auf diesen Streitfall berufen könnten, um diese Bestimmung in zulässiger Weise anzufechten. Die fragliche Tiefgarage gehöre nämlich nicht nur zu Büros, sondern auch zu Geschäften.

Artikel 102 Absatz 4 könne seinerseits den Klägern keinerlei Nachteil zufügen, da er für die fragliche Tiefgarage das Erfordernis einer Umweltgenehmigung und einer Umweltbescheinigung aufrechterhalte.

Das gleiche gelte für Artikel 103 der Ordonnanz vom 5. Juni 1997.

An erster Stelle könne sein Absatz 1 dadurch, daß er präzisiere, daß die Genehmigungen und Bescheinigungen, die vor dem Inkrafttreten der Ordonnanz, d.h. vor dem 6. Juli 1997 erteilt worden seien, gültig blieben, den Klägern selbstverständlich keinen Nachteil zufügen.



Sein Absatz 2 bedeute lediglich, daß, wenn die Umweltbescheinigung oder Umweltgenehmigung vor dem 6. Juli 1997 beantragt oder die Beschwerde vor diesem Datum eingereicht worden sei, die zuständige Behörde diesen Antrag bzw. diese Beschwerde entsprechend der vormaligen Gesetzgebung prüfen müsse.

Der Hof habe diese Auslegung übrigens in seinem Urteil vom 28. Oktober 1997 bestätigt.

A.6.1. Es liege nicht im Interesse der klagenden Parteien, den ersten Teil des ersten Klagegrunds zur Sprache zu bringen. Da ihr Interesse nämlich durch den die Tiefgarage des Europäischen Parlaments betreffenden Rechtsstreit bestimmt werde, habe die durch diese Tiefgarage verursachte Auswirkung auf die Umwelt zu einem vorhergehenden schweren und langen Beurteilungsverfahren geführt.

A.6.2. Hinsichtlich des zweiten Teils des ersten Klagegrunds sei es falsch zu behaupten, daß das vom Gesetzgeber berücksichtigte Unterscheidungskriterium ungeeignet sei. Das Ausmaß der Belastung, die durch ausschließlich zu Wohnungen und Büros gehörenden Parkplätze verursacht werde, sei nämlich nicht so bedeutend. Außerdem gebe es einen angemessenen Zusammenhang von Verhältnismäßigkeit zwischen den juristischen Regelungen, die jeweils jeder der beiden Kategorien von Parkplätzen vorbehalten seien. Das sei um so mehr der Fall, da künftig das ganze Beurteilungsverfahren über die Auswirkungen, so wie es durch die Ordonnanz vom 30. Juli 1992 geregelt gewesen sei, in die Ordonnanz vom 5. Juni 1997 aufgenommen worden sei. Ohne Rücksicht auf die Notwendigkeit, die Vielfalt der administrativen Genehmigungsverfahren zu ermöglichen, stimme es auch mit dem Willen zur Rationalisierung und Vereinfachung überein, daß der Brüsseler Gesetzgeber eine flexiblere juristische Regelung für die weniger belastenden Projekte vorgesehen habe.

A.7. Der im zweiten Klagegrund angeführte Verstoß gegen die Artikel 10, 11 und 23 der Verfassung sei irrelevant.

Artikel 23 sei im vorliegenden Fall nicht anwendbar, denn es sei keine Rede von einem Auftreten der vollziehenden Gewalt, sondern von der Verabschiedung einer Ordonnanz, die eine Handlung der gesetzgebenden Gewalt sei.

Artikel 102 Absatz 2 schaffe keine zu mißbilligende Diskriminierung. Er sei anwendbar auf alle Projekte für Parkplätze, die ausschließlich zu Wohnungen und Büros gehören würden, und weder bezwecke er noch bewirke er, daß in einen ganz bestimmten Streitfall eingegriffen werde.

Schließlich und insbesondere in bezug auf die Tiefgarage des Europäischen Parlaments müsse erwähnt werden, daß diese Institution schon seit dem 28. November 1996 über eine Umweltgenehmigung für 900 Abstellplätze verfüge und seit dem 23. Mai 1997 über eine Umweltgenehmigung für 2.300 Abstellplätze. So sei es denn auch nicht deutlich, warum die hier angefochtene, erst am 6. Juli 1997 in Kraft getretene Ordonnanz die Befreiung dieser Tiefgarage von einer Umweltgenehmigung als Ziel gehabt haben sollte. Da die Umweltgenehmigungen schon erteilt gewesen seien, habe der Gesetzgeber *per definitionem* nicht von dem Willen inspiriert sein können, das Europäische Parlament von der Verpflichtung, diese zu erhalten, zu entbinden.

*Interventionsschriftsatz der Wallonischen Regierung*

A.8. Die Wallonische Regierung richte sich vorläufig nach dem Ermessen des Hofes.

*Erwiderungsschriftsatz der Wallonischen Regierung in der Rechtssache mit Geschäftsverzeichnungsnummer 1135*

A.9.1. Die klagenden Parteien hätten kein Interesse an der Klageerhebung vor dem Hof. Abgesehen von der Tatsache, daß ihr Streitfall vor dem Umweltkollegium beendet sei, und wenn auch Artikel 2 der Ordonnanz sehr weit gefaßt sei, so könne die Ordonnanz immerhin nicht von jenem Grundsatz abweichen, dem zufolge das rechtlich erforderliche Interesse vor dem Hof nicht in hinreichendem Maße bloß dadurch nachgewiesen werde, daß die klagenden Parteien die Adressaten der angefochtenen Rechtsnorm seien. Die Popularklage sei nicht zulässig. Die klagenden Parteien wohnten zu weit von der fraglichen Tiefgarage entfernt, als daß sie sich auf ein ausreichendes unmittelbares Interesse berufen könnten. Es wäre ferner erforderlich, daß die angefochtene Rechtsnorm sich ungünstig auf sie auswirke, d.h. daß diese Rechtsnorm ihnen einen Nachteil zufügen könnte, was hier nicht der Fall sei.

A.9.2. Hinsichtlich des ersten Klagegrunds sei darauf hinzuweisen, daß - damit nicht jede Gesetzesänderung unmöglich gemacht werde - niemand ein Anrecht auf die Aufrechterhaltung der geltenden Gesetzenormen habe. Der Hof verfüge übrigens nicht über die gleiche Beurteilungszuständigkeit wie der Gesetzgeber. Aufgrund der Artikel 10 und 11 der Verfassung könnte der Hof die angefochtenen Bestimmungen nur dann tadeln, wenn sie eine Diskriminierung zwischen vergleichbaren Personenkategorien einführen würden, und zwar ohne angemessene Rechtfertigung im Hinblick auf die verfolgte Zielsetzung.

Dies sei offensichtlich nicht der Fall, denn Parkplätze, die ausschließlich zu Wohnungen oder Büros gehören würden, seien weniger umweltbelastend, weshalb es nicht unangemessen gewesen sei, für solche Parkplätze eine flexiblere Genehmigungsregelung vorzusehen, wobei es sich lediglich um die Erteilung einer städtebaulichen Genehmigung handele. In Anbetracht des vom Gesetzgeber verfolgten Ziels der Rationalisierung und der Vereinfachung der Gesetzgebung sei die angefochtene Maßnahme relevant und adäquat.

A.9.3. Hinsichtlich des zweiten Klagegrunds sei in Anbetracht dessen, daß gemäß dem Urteil nr. 63/97, welches der Hof in bezug auf die Klage auf einstweilige Aufhebung verkündet habe, die angefochtenen Bestimmungen nicht auf anhängige Verfahren anwendbar seien, festzuhalten, daß der Klagegrund unzulässig oder wenigstens unbegründet sei.

*Erwiderungsschriftsatz der Regierung der Region Brüssel-Hauptstadt in der Rechtssache mit Geschäftsverzeichnungsnummer 1263*

A.10. Am 5. Februar 1998, d.h. nach der Einreichung der zweiten Nichtigkeitsklageschrift habe die Regierung der Region Brüssel-Hauptstadt vier Erlasse verabschiedet. Durch den ersten Erlaß werde der von der Forum Léopold AG erhobene Beschwerde stattgegeben, werde die Änderung der vom « Institut bruxellois pour la gestion de l'environnement » (I.B.G.E.) ausgestellten Umweltbescheinigung, insbesondere die Erweiterung der Umweltgenehmigung auf den Betrieb von « Einzelhandelsgeschäften » und « Videoprojektionsräume » bewilligt und werde eine Umweltbescheinigung erteilt, durch welche die Betreibung von 1.500 Abstellplätzen in einer ersten Phase, 1.800 in einer zweiten Phase und 2.300 im Falle außergewöhnlicher Umstände genehmigt werde. In dieser Bescheinigung sei allerdings vorgesehen, daß verschiedene Bedingungen zu erfüllen seien, etwa die Einführung einer Beobachtungsstelle zur Überwachung der Luftverschmutzung und des Verkehrs sowie die Einsetzung eines Begleitausschusses, die Erstellung eines Betriebsmobilitätsplans und die Durchführung bestimmter Straßenbauarbeiten.

A.11. Die klagenden Parteien könnten weder in zulässiger noch in begründeter Weise die gegen Artikel 102 Absatz 4 der angefochtenen Ordonnanz vorgebrachten Beschwerden geltend machen. An erster Stelle enthalte die zweite Klageschrift zwar neue Ausführungen im Vergleich zur ersten Klageschrift, aber der Kern des Klagegrunds sei seinerseits völlig gleichgeblieben. Der Hof könne also keine Beanstandungen berücksichtigen, die nicht in der Form eines Klagegrunds formuliert worden seien. Außerdem sei das Interesse weder entstanden noch aktuell, denn die vorgebrachten Beschwerden bezögen sich auf die Zukunft, etwa den Ablauf der Geltungsdauer der Genehmigungen, ja sogar auf rein hypothetische Situationen, etwa die Rücknahme des Antrags oder den Verfall der Genehmigung.

A.12. Im zweiten Klagegrund der zweiten Klageschrift werde der Verstoß gegen Artikel 23 der Verfassung nicht mehr geltend gemacht.

Das Nichtvorhandensein des Willens, in die vor dem Umweltkollegium anhängige Streitsache einzugreifen, werde schließlich erneut dadurch bestätigt, daß die Regierung der Region Brüssel-Hauptstadt am 5. Februar 1998 eine Umweltgenehmigung und eine Umweltbescheinigung für den Betrieb der europäischen Tiefgarage erteilt habe.

*Erwiderungsschriftsatz der klagenden Parteien in der Rechtssache mit Geschäftsverzeichnungsnummer 1263*

A.13.1. Die Wallonische Regierung weise darauf hin, daß « niemand ein Anrecht auf die Aufrechterhaltung von Gesetzenormen hat, denn sonst würde jede Gesetzesänderung unmöglich gemacht werden ». Diese Bemerkung sei zwar *in abstracto* stichhaltig, könne den Hof aber nicht davon entbinden, eine konkrete Nachprüfung der Verletzung des Gleichheits- und Nichtdiskriminierungsgrundsatzes angesichts der angefochtenen Bestimmungen vorzunehmen.

Es werde nämlich nicht die Gesetzesänderung an sich bestritten, sondern vielmehr die Annahme von Übergangs- und endgültigen Maßnahmen, die zur Folge hätten, daß zu einem bestimmten Zeitpunkt bestimmte Vorhaben vom Verfahren zur Verträglichkeitsprüfung befreit würden, wohingegen diese Vorhaben vorher sehr wohl diesem Verfahren unterlegen hätten und ihm auch in Zukunft noch unterliegen würden.

Nach dem 6. Juli 1997 könne ein und dasselbe Vorhaben - Betreibung einer Tiefgarage mit mehr als 200 Abstellplätzen, die ausschließlich zu Wohnungen und Büros gehöre - von einer vorangegangenen administrativen Genehmigung, die einer Verträglichkeitsprüfung unterliege, abhängen oder im Gegenteil von jeder neuen administrativen Genehmigung befreit sein, je nachdem, ob eine vorausgegangene städtebauliche Genehmigung vorhanden sei.

In einem solchen Fall finde die Auslegung, die der Hof in seinem Urteil vom 28. Oktober 1997 dem Artikel 102 Absatz 4 der Ordonnanz vermittelt habe, keine Anwendung, da der Betreiber *per definitionem* nur über eine städtebauliche Genehmigung verfüge und keinen Antrag auf Umweltbescheinigung oder Umweltgenehmigung eingereicht habe.

Aber auch in dem Fall, wo Artikel 102 Absatz 4 Anwendung finden sollte - was voraussetze, daß neben der bereits erteilten städtebaulichen Genehmigung ein Antrag auf Umweltgenehmigung bzw. Umweltbescheinigung vor dem 6. Juli 1997 eingereicht worden sei und der Hof seine Auslegung von Artikel 102 Absatz 4 bestätige -, sei immerhin nicht einzusehen, was den Inhaber einer Umweltgenehmigung in Zukunft daran hindern würde, auf seine Genehmigung zu verzichten oder diese Genehmigung ablaufen zu lassen, um anschließend zu einer Betreibung ohne jegliche Umweltgenehmigung und ohne Betriebsbedingungen überzugehen.

A.13.2. Die Regierung der Region Brüssel-Hauptstadt behaupte, daß der Fall, in dem eine städtebauliche Genehmigung einzeln, ohne dazugehörige Umweltgenehmigung für Parkplätze, die zu Büros oder Wohnungen gehören würden, ausgestellt worden wäre, undenkbar sei.

Diesem Standpunkt werde offensichtlich durch die Tatsachen widersprochen. Dies sei eben der Fall der Tiefgarage des Europäischen Parlaments, für die am 11. Januar 1991 eine städtebauliche Genehmigung erteilt worden sei, während die erste Umweltgenehmigung erst am 28. November 1996 (für 900 Abstellplätze) ausgestellt worden sei. Dies treffe ebenfalls auf die zahlreichen anderen städtebaulichen Genehmigungen zu, die sich auf Parkplätze bezögen.

Außerdem sei darauf hinzuweisen, daß die von der Regierung der Region Brüssel-Hauptstadt vorgenommene Analyse rechtlich unrichtig sei. Das gleichzeitige Erfordernis einer städtebaulichen Genehmigung und einer Umweltgenehmigung setze voraus, daß der Begriff der Ansiedlung - Grundlage der Umweltgenehmigungspflicht - mit der Errichtung des Gebäudes zusammentreffe, in dem die eingestufte Einrichtung untergebracht werden solle - Grundlage der städtebaulichen Genehmigung. In diesem Zusammenhang sei auf die bestehenden, durch die Rechtsprechung bestätigten Analysen der Rechtslehre hinzuweisen.

A.13.3. Die neue Regelung, d.h. die Befreiung von der Umweltgenehmigung für Parkplätze, die ausschließlich zu Büros oder Wohnungen gehören, sei nicht geeignet, da einerseits mit der städtebaulichen Genehmigung nicht jeder Umweltbelastung durch eine vorher eingestufte Einrichtung abgeholfen werden könne. Im heutigen Stand der Gesetzgebung könnten in eine städtebauliche Genehmigung keine « Betriebsbedingungen » aufgenommen werden, wie etwa Zeitpläne, zu beachtende Fahrstrecken, Bedingungen bezüglich des Abschlusses einer Versicherungspolice usw. Die Grundlage der städtebaulichen Genehmigungspflicht sei der Bau eines Parkhauses, nicht dessen Betreibung. Außerdem biete die normative Regelung der Umweltgenehmigung der zuständigen Behörde ihrerseits die Möglichkeit, im Laufe der Betreibung Änderungen an der Umweltgenehmigung vorzunehmen, « wenn sie feststellt, daß diese Genehmigung nicht oder nicht mehr die geeigneten Voraussetzungen enthält, einschließlich der Verwendung der bestmöglichen Technologien, um der Gefahr, der Belästigung oder der Unannehmlichkeit für die Umwelt und die Gesundheit vorzubeugen, sie zu beschränken oder zu beseitigen ».

Andererseits sei angesichts der Tatsache, daß das Verfahren zur Verträglichkeitsprüfung an Zweckmäßigkeit eingebüßt habe - die zweite Folge der angefochtenen Gesetzgebung -, darauf hinzuweisen, daß der « Wunsch » des Umweltministers, auf den sich die Regierung der Region Brüssel-Hauptstadt beziehe und der darin bestehe, daß Parkplätze, die nur zu Büros oder Wohnungen gehören würden, in Klasse III der eingestuften Einrichtungen aufgenommen werden würden, wodurch es möglich werde, sie sektoralen Betriebsbedingungen zu unterwerfen, nur ein Fall zu sein scheine, dem durch die angefochtenen Bestimmungen der Ordonnanz, so wie sie der Rat der Region Brüssel-Hauptstadt genehmigt habe, nunmehr keineswegs entsprochen werde. Dem Hof würden selbstverständlich Gesetzesbestimmungen zur Prüfung vorgelegt, und eben diese Bestimmungen sollten den Hof in die Lage versetzen, seine Prüfung durchzuführen.

— B —

*Hinsichtlich der Zulässigkeit*

B.1. Die Regierung der Region Brüssel-Hauptstadt und die Wallonische Regierung bestreiten das Interesse der klagenden Parteien mit der Begründung, daß dieses Interesse sich mit dem der Allgemeinheit decke und in Wirklichkeit nur durch das Verfahren zur Erteilung der Umweltgenehmigung bezüglich der Betreibung der Tiefgarage des Europäischen Parlaments bedingt werde, insbesondere durch den Ausgang des von ihnen gegen diese Genehmigung eingeleiteten Beschwerdeverfahrens. Da nunmehr eine endgültige Entscheidung des Umweltkollegiums ergangen sei, sei der Streitfall erledigt und hätten die klagenden Parteien ihr Interesse an der Klageerhebung vor dem Hof verloren.

B.2. Laut ihrem Artikel 2 hat die angefochtene Ordonnanz vom 5. Juni 1997 zum Zweck, « den Schutz zu gewährleisten gegen die Gefahren, Belästigungen oder Unannehmlichkeiten, die eine Anlage oder eine Tätigkeit unmittelbar oder mittelbar für die Umwelt, die Gesundheit oder die Sicherheit der Bevölkerung verursachen könnte, unter Einbeziehung jener Personen, die sich innerhalb des Bereichs der Anlage befinden, ohne dort als Arbeitnehmer geschützt werden zu können ».

Seinem Wortlaut zufolge bestimmt dieser Artikel die Adressaten der Ordonnanz in weitgefaßter Formulierung. Die klagenden Parteien sind Anwohner eines unbeweglichen Guts, das der Definition des Verzeichnisses der durch die Ordonnanz eingestufteten Anlagen entspricht.

Die Unzulässigkeitseinrede wird abgewiesen.

*Zur Hauptsache*

*Hinsichtlich des ersten Klagegrunds*

B.3.1. Im ersten Teil des ersten Klagegrunds wird eine im Widerspruch zu den Artikeln 10 und 11 der Verfassung stehende Diskriminierung zuungunsten Dritter, die Anwohner von ausschließlich zu Wohnungen und Büros gehörenden Parkplätzen seien, geltend gemacht.

B.3.2. Im zweiten Teil des ersten Klagegrunds wird ein Verstoß gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung mit der Begründung geltend gemacht, daß das Kriterium, auf dessen Grundlage zwischen ausschließlich zu Wohnungen und Büros gehörenden Parkplätzen und zu anderen Arten von Wohngelegenheiten gehörenden Parkplätzen unterschieden werde, nicht geeignet sei. Dieser Unterschied führe dazu, daß laut dem angefochtenen Artikel 102 Absatz 2 der Ordonnanz der Region Brüssel-Hauptstadt vom 5. Juni 1997 für die Betreibung von ausschließlich zu Wohnungen und Büros gehörenden Parkplätzen nunmehr nur noch die Erteilung einer städtebaulichen Genehmigung mit damit einhergehender Umweltverträglichkeitsprüfung erforderlich sei, wohingegen die Betreibung anderer Parkplätze weiterhin der dreifachen Bedingung der Erteilung einer städtebaulichen Genehmigung, einer Umweltgenehmigung und einer Umweltverträglichkeitsprüfung für die Gesamtheit als Mischvorhaben unterliege. Dritten, die Anwohner der ersten Art von Gütern seien, würden somit eine Gesamtbeurteilung der Umweltverträglichkeit, der Schutz, der in der Möglichkeit bestehe, die Umweltgenehmigung mit geeigneten Betriebsbedingungen zu verbinden, und schließlich die Garantie, die in der Möglichkeit liege, gegen die Umweltgenehmigung Verwaltungsklage zu erheben, versagt.

Das in den Vorarbeiten zur angefochtenen Ordonnanz angeführte Unterscheidungskriterium sei nicht das gleiche wie jenes, das letztendlich in dem angefochtenen Artikel der Ordonnanz zur Anwendung gebracht worden sei. Außerdem seien die faktischen Elemente, die dem gewählten Kriterium zugrunde liegen sollten, nicht gerechtfertigt.

B.4. Der Begründung der angefochtenen Ordonnanz zufolge hat die Regierung der Region Brüssel-Hauptstadt die Absicht gehabt, zwischen ausschließlich zu Wohnungen und Büros gehörenden Parkplätzen, für die Bewohner von Wohnungen und Benutzer von Büros zugänglichen Parkplätzen und den anderen, für die Öffentlichkeit zugänglichen Parkplätzen zu unterscheiden, mit der Begründung, daß « die von den angebauten Parkplätzen herrührende Belastung geringer als die durch die Nutzung öffentlicher Parkplätze, denn der Wechsel der parkenden Fahrzeuge und die Verkehrsbewegungen sind auf einem öffentlichen Parkplatz viel intensiver und dauern oft bis in den späten Abend » (*Dok.*, Rat der Region Brüssel-Hauptstadt, 1996-1997, A-138/1, S. 8).

Der Hof stellt an erster Stelle fest, daß in Artikel 102 Absatz 2 nicht das angeführte Kriterium, d.h. je nachdem, ob es sich um einen « privaten » Parkplatz (der für die Bewohner einer Wohnung oder die Benutzer eines Büros zugänglich ist) oder um einen « öffentlichen » Parkplatz handelt, zur Anwendung gebracht worden ist, sondern vielmehr das Kriterium, das einen ausschließlich zu Wohnungen und Büros gehörenden Parkplatz von anderen Parkplätzen unterscheidet.

Weder aus den Akten noch aus der Verhandlung geht hervor, daß die jeweils durch die zwei somit umschriebenen Kategorien von Parkplätzen verursachte Belastung im allgemeinen eine derart unterschiedliche Bedeutsamkeit angesichts der in Artikel 2 der Ordonnanz beschriebenen Zielsetzungen des Umweltschutzes aufweisen würde, daß die unterschiedliche rechtliche Regelung gerechtfertigt wäre.

Der erste Klagegrund ist begründet.

*Hinsichtlich des zweiten Klagegrunds*

B.5. Da der zweite Klagegrund nicht zu einer weiterreichenden Nichtigerklärung führen kann, wird er nicht geprüft.

*Hinsichtlich des Umfangs der Nichtigerklärung*

B.6. Da Artikel 102 Absatz 4 der angefochtenen Ordonnanz untrennbar mit Absatz 2 derselben Bestimmung verbunden ist, ist er folgerichtig für nichtig zu erklären. Das gleiche gilt für die Wortfolge « Außer wenn diese ausschließlich zu Wohnungen und Büros gehören » in den Rubriken Nrn. 69 und 149 der Anlage zur Ordonnanz der Region Brüssel-Hauptstadt vom 30. Juli 1992 bezüglich der Umweltgenehmigung.

B.7. Der angefochtene Artikel 103 der Ordonnanz der Region Brüssel-Hauptstadt vom 5. Juni 1997 legt eine Übergangsregelung fest, die auf die Gesamtheit der Bestimmungen der Ordonnanz anwendbar ist. Er ist nur insofern für nichtig zu erklären, als er mit Artikel 102 Absatz 2 der vorgenannten Ordonnanz untrennbar verbunden ist.

Aus diesen Gründen:

Der Hof

— erklärt in der Ordonnanz der Region Brüssel-Hauptstadt vom 5. Juni 1997 bezüglich der Umweltgenehmigungen,

. Artikel 102 Absatz 2,

. Artikel 102 Absatz 4, soweit er auf Artikel 102 Absatz 2 anwendbar ist,

. Artikel 103, soweit er auf Artikel 102 Absatz 2 anwendbar ist,

für nichtig;

— erklärt in den Rubriken Nrn. 69 und 149 der Anlage zur Ordonnanz der Region Brüssel-Hauptstadt vom 30. Juli 1992 bezüglich der Umweltgenehmigung die Wortfolge « Sauf s'ils desservent exclusivement des logements ou des bureaux » (Außer wenn diese ausschließlich zu Wohnungen und Büros gehören) für nichtig.

Verkündet in französischer, niederländischer und deutscher Sprache, gemäß Artikel 65 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Schiedshof, in der öffentlichen Sitzung vom 21. Oktober 1998.

Der Kanzler,  
L. Potoms.

Der stellv. Vorsitzende,  
L. François.